

UN "GRAND" JOURNAL D'OPINION MALGACHE NY FANDROSOAM-BAOVAO (1931-1959)



par

L. RABEARIMANANA

II

UN NATIONALISME MODERE (1945-1959)

Ny Fandrosoam-Baovao est un journal exceptionnel dans l'histoire de la presse malgache (1). Il se distingue des autres organes de presse par ses conditions d'existence (longévité, qualité de son information et de ses articles, conditions de diffusion, milieux sociaux des lecteurs) mais aussi par les opinions politiques qu'il diffuse et défend.

Il fait son entrée sur la scène politique tananarivienne dès le Front Populaire. Mais si,   l'époque, il lutte pour l'égalité des droits entre Français et Malgaches et pour l'accession au statut de département français pour Madagascar, il opte pour l'indépendance après la seconde guerre mondiale comme les autres journaux nationalistes (2). Les conséquences de cette guerre sur les conditions d'existence des Malgaches, comme le contexte politique local et l'ambiance internationale expliquent cette nouvelle orientation politique.

(1) RABEARIMANANA (L.) : Un « grand » journal d'opinion malgache. *Ny Fandrosoam-Baovao* (1931-1959), *Omalv sy Anio* N  9, janvier-juin 1979.

(2) Auparavant, les dirigeants du journal font partie du Comité de Salut Public fondé en 1943, dont la tâche avouée est de chercher une solution au problème du ravitaillement en riz.

1. NY FANDROSOAM-BAOVAO ET LA LUTTE POUR L'INDEPENDANCE JUSQU'EN 1956.

Colonie française, Madagascar a participé à la guerre aux côtés des Alliés. Il a été obligé de fournir à la métropole une aide économique substantielle (3). Mais une fois la guerre terminée, les Malgaches espèrent être récompensés, d'autant plus que certaines autorités françaises ont promis des changements dans les colonies. Le Comité de Libération Nationale affirme, en 1942, sa volonté de bâtir sur des bases nouvelles les relations entre colonisateurs et colonisés. D'autre part, malgré le caractère modéré de ses résolutions, la conférence de Brazzaville qui réunit, en 1944, les gouverneurs généraux des colonies françaises affirme la nécessité d'une nouvelle conception de l'empire colonial. En 1945, la proclamation de la République Démocratique du Vietnam par le président Ho Chi Minh et la reconnaissance de ce pays comme Etat libre par la France ne manquent pas d'enthousiasmer les Malgaches. Le contexte international est aussi favorable à une libération des anciennes possessions coloniales. L'U.R.S.S. et les U.S.A., pour des raisons différentes, souhaitent aussi l'indépendance de ces dernières. Et surtout, beaucoup de Malgaches s'appuient sur la charte de San Francisco signée par la puissance colonisatrice. Concernant les territoires non autonomes, cette charte affirme que les « métropoles doivent reconnaître la primauté des intérêts des populations de ces territoires et accepter comme mission sacrée l'obligation de favoriser leur prospérité... Elles doivent développer leur capacité de s'administrer elles-mêmes, tenir compte de leurs aspirations politiques et les aider dans le développement progressif de leurs institutions politiques » (4). Parmi les fervents adeptes de la charte de San Francisco, Ny Fandrosoam-Baovao et le P.D.M. qu'il soutient :

a) 1945-1947 : Une indépendance selon la charte de San Francisco :

Tout d'abord, revendiquer l'indépendance, c'est un devoir primordial pour tout Malgache aimant « la terre de ses ancêtres » (5). L'indépendance est une nécessité pour les Malgaches ; voilà une affirmation que les nationalistes considéraient comme absolue et incontestable. L'histoire de Madagascar comme la situation des Malgaches au lendemain de la seconde guerre mondiale l'exigent.

(3) Cet « effort de guerre » est l'occasion de privations multiples pour les Malgaches ; le pays n'étant plus ravitaillé par la métropole doit vivre replié sur lui-même. En outre, s'exercent sur eux une sujétion et une exploitation plus dures qu'auparavant, l'intensification de l'oppression étant le seul moyen pour l'administration de forcer les sujets à fournir « l'effort de guerre ». Il en résulte un « échec psychologique qui a réussi à faire déclencher une insurrection de grande envergure ». (GUERIN du MARTERAY (C.) : *Une colonie pendant la guerre ou les origines d'une révolte : Madagascar 1938-1947*, Nice, 1977, p.284).

(4) Dans le chapitre IX de la charte.

(5) C'est-à-dire le *tanindrazana*. Le *tanindrazana*, au sens étroit comme au sens large du terme est très important pour les Malgaches. Ne lit-on pas souvent dans la presse de langue malgache, même avant le Front populaire, que le *tanindrazana* est sacré ?

La situation des Malgaches après 50 ans de colonisation justifie, en premier lieu, aux yeux du *Fandrosoam-Baovao*, la revendication de l'indépendance pour Madagascar. Analysant les réalisations économiques et sociales effectuées par les Français, Gabriel Razafintsalama constate que celles-ci sont insignifiantes. Aucune innovation apportée dans les techniques culturelles, pense-t-il, aucun réseau de communication digne de ce nom, aucune véritable industrie, tout doit être importé. De même, la situation scolaire n'a guère fait de progrès : pas une seule université en 50 ans, même pas de lycée en dehors de la capitale.

La colonisation, c'est aussi la domination, l'oppression. Bref, «voilà : les 50 ans qui viennent de s'écouler n'ont pas apporté grand chose, aussi faudrait-il que l'on revienne aux 50 ans d'avant pour que nous reprenions notre ancienne place. Non seulement c'est accepté par tous les pays mais encore ce n'est que justice» (6). Il faut cependant noter les circonstances, et la période politique dans lesquelles notre journal formule de telles remarques sur les apports — insignifiants pour ne pas dire négatifs — de la colonisation française à Madagascar. 1945-1946 : c'est le moment où dans le pays, les nouvelles institutions permettent aux autochtones de s'exprimer librement et de participer à la vie politique. C'est à qui se montrera le plus virulent contre la colonisation, l'on assiste même à une véritable surenchère de violence verbale à ce sujet (7), et *Ny Fandrosoam-Baovao* se trouve bien dans la ligne. Mais cette position de notre journal, est purement de circonstance. Viennent des jours plus sombres et plus défavorables au lendemain de l'insurrection et il pense le contraire de cela (8). Les 50 dernières années, c'est-à-dire la période coloniale, ont été néfastes pour les Malgaches. Mais les 50 ans qui ont précédé la colonisation, au contraire il faudrait y revenir, d'après notre journal.

Et pour réclamer l'indépendance, les nationalistes ont recours à un deuxième argument : l'Histoire. Madagascar était gouverné par un Etat, avant la période coloniale, un Etat reconnu par les puissances occidentales du XIXème siècle (9). Si « Madagascar a perdu sa souveraineté, c'est par la force des canons. Et maintenant que c'est la justice et les droits de l'homme que l'on proclame et que l'on met en avant comme principe d'action, le pays devrait recouvrer sa souveraineté perdue» (10). L'on devine, par cette référence même à l'ancienne

(6) *Ny Fandrosoam-Baovao* N° 14 du 26 janvier 1946.

(7) Remarquons cependant qu'avant même l'insurrection, l'ambiance politique change : les militants M.D.R.M., de plus en plus nombreux et actifs dans tout le pays commencent à être pourchassés et leurs organes ne peuvent plus se diffuser normalement.

(8) Il en est de même avant le Front populaire.

(9) Ils font allusion aux traités de 1865, 1867, 1868 signés par le gouvernement merina respectivement avec la Grande-Bretagne, les U.S.A. et la France. Les traités reconnaissent, au moins implicitement la souveraineté de la monarchie merina sur l'ensemble de l'île.

(10) *Ny Fandrosoam-Baovao* N° 16 du 15 février 1946.

monarchie du XIXème siècle, l'origine ethnique et sociale de bon nombre de ceux qui, par voie de presse, réclament l'indépendance du pays (11). Ils ont tendance à ne retenir que l'existence de l'ancien État, en passant sous silence son caractère fragile et parfois oppressif. Finalement, ce deuxième argument est plutôt gênant pour les nationalistes partisans de l'indépendance. Cette ancienne monarchie dont ils parlent (12) représente aux yeux de beaucoup de Malgaches et naturellement des Français, hostiles en principe à ceux qui remettent en cause la colonisation, la servitude et l'exploitation. D'où les attaques des organes des colons et des loyalistes envers la France (13) contre cette indépendance réclamée par la presse tananarivienne. Voudrait-on le retour à la monarchie merina avec son cortège d'inégalités ? Les adversaires de l'indépendance se montrent d'autant plus acharnés que ces partisans d'un nouveau statut ne sont que les descendants de l'ancienne oligarchie merina (14). *EN ACTION* pense que « cette minorité hova (15) constitue les éléments aigris et envieux de la bourgeoisie capitaliste des Hauts-Plateaux » (16). D'ailleurs cette critique mêlée d'inquiétude était déjà celle de l'équipe de Jean Ralaimongo en 1939 lorsque le pasteur Ravelojaona fut élu délégué au Conseil Supérieur de la France d'Outre-Mer (17).

Qu'en est-il au juste ? Les partisans de l'indépendance, du moins certains d'entre eux, voulaient-ils, comme leurs adversaires les en accusent, restaurer l'ancienne monarchie merina ? Certaines affirmations comme celle de Gabriel Razafintsalana dans le N° 14 de son journal le laisseraient supposer (18).

(11) Il est vrai que les journaux nationalistes paraissent en grande majorité à Antananarivo, l'on entend surtout la voix des partisans de l'indépendance qui sont dans la capitale. Cela ne veut nullement dire qu'ils sont les seuls à réclamer ce statut.

(12) A remarquer l'origine aristocratique de ces journalistes d'Antananarivo, ceux du *Fandrosoam-Baovao* en particulier.

(13) Les « loyalistes » groupés au sein du PADESM montrent leur attachement à la France et rejettent une indépendance à court et moyen termes.

(14) Le contenu même de leurs organes, surtout avant la guerre, montre bien qu'ils sont encore attachés à leurs anciens titres et privilèges.

(15) Ce terme désigne la caste des hommes libres de la population merina.

(16) *EN ACTION* du 1er février 1946 reproduit dans *Ny Fandrosoam-Baovao* N° 16 du 15 février 1946.

(17) En particulier, Ranaivo Jules craint que le pasteur ne veuille le protectorat, un protectorat qui serait dirigé par les descendants de l'ancienne aristocratie merina. (*Ny Rariny*, La Justice N° 119 du 18 mai 1939).

(18) Ce passage d'une lettre du lieutenant Andriamaromanana au pasteur Ravelojaona datant du 14 octobre 1947 laisse aussi révéler : sur les résultats

Mais officiellement, *Ny Fandrosoam-Baovao* se défend énergiquement contre de telles accusations. L'ère d'une monarchie qui asservirait le peuple malgache est à jamais révolue. D'ailleurs, la France n'accepterait jamais un retour en arrière de ce genre. Et *Ny Fandrosoam-Baovao* ainsi que les autres journaux nationalistes de démontrer que la revendication du nouveau statut n'est pas à mettre à l'actif des seuls Merina. Tous les Malgaches, pensent-ils, sans distinction d'ethnies réclament l'indépendance de Madagascar (19). Ainsi jusqu'à ce que l'obtention du nouveau statut semble imminent pour tous, vers 1956 environ, les nationalistes ont toujours affirmé le caractère national de leur revendication, montrant ainsi qu'ils parlent au nom de l'ensemble des Malgaches. Leurs adversaires par contre, se sont toujours acharnés à démontrer que les nationalistes ne représentent qu'eux-mêmes ou au plus les Merina, tandis que eux, habitants des côtes, restent fidèles à la «Mère Patrie» (20). Les nationalistes soutiennent que tous les Malgaches et plus particulièrement ceux des régions côtières souffrent de la domination coloniale et que tous aspirent à l'indépendance. Et pour appuyer cette thèse, notre journal insiste aussi sur l'existence d'une nation malgache basée sur «l'héritage d'une langue, d'une littérature, de souffrances et de gloire...» (21). Telle est, en effet, la conviction des dirigeants du P.D.M. comme le pasteur Ravelojaona : la nation malgache est une réalité incontestable, et pour la sauvegarder malgré la domination coloniale, il faut en particulier défendre sa langue (22).

Quant à cette indépendance réclamée, elle ne signifie nullement le renvoi des Français du pays, encore moins l'abandon de la civilisation française. A travers les méandres de sa conception du statut de l'île, *Ny Fandrosoam-Baovao* ne cesse de témoigner son attachement à la France. Nous nous demandons s'il

des événements de 1947, il pense que «*nahalala tsara i Frantsa fa tsy mbola rava akory Manjakamiadana*» c'est-à-dire que la France sait bien que la royauté merina n'est pas encore détruite, de même que la soif d'indépendance chez les Malgaches.

(19) L'origine géographique et ethnique des membres du M.D.R.M., lesquels proviennent de maintes régions du pays suffit à démontrer cela. Ce n'est pas le cas cependant pour ceux du P.D.M.

(20) C'est la thèse soutenue par le PADESM et exprimée dans *Voromahery*. Les colons français tiennent le même langage.

(21) *Ny Fandrosoam-Baovao* N° 14 du 15 janvier 1946.

(22) «La langue malgache est tout pour cette nation» (*Ny fiteny malagasy no zavatra rehetran' ity firenena ity*) disait le pasteur Ravelojaona. Et effectivement les nationalistes malgaches des premiers temps de la colonisation trouvent dans la langue, la littérature et la culture malgaches le moyen d'exprimer leur amour de la patrie. *Ny Fandrosoam-Baovao*, nous l'avons vu, constitue un de ces journaux tribunes des écrivains malgaches. La langue malgache est d'autant plus à défendre qu'elle est remplacée par le français dans l'enseignement (celui du second degré en particulier).

s'agit d'un opportunisme ou d'une véritable conviction. Il est vrai que le journal, par souci de la censure, fait toujours preuve de modération dans ses prises de position. Mais plus que cela, cet attachement à la France devait être réel car ce journal est le porte-parole de couches sociales antananariviennes qui, en fin de compte, ont bénéficié de la colonisation française. C'est ce milieu de la bourgeoisie de la capitale qui fournit la majeure partie des cadres autochtones de l'administration coloniale. Elle a reçu, en effet, une éducation et une formation intellectuelle à l'occidentale dès le XIX^{ème} siècle grâce aux missions protestantes anglaises. La politique coloniale de l'enseignement n'a fait que confirmer cette avance acquise par les habitants d'Antananarivo dans la mesure où, jusqu'après la seconde guerre mondiale, les seuls lycées du pays se trouvent dans la capitale. C'est encore là qu'est établi à partir de 1945 un embryon d'Université. D'autre part, la région d'Antananarivo est favorisée par rapport aux régions côtières si l'on considère, outre l'infrastructure scolaire, les réalisations économiques et sociales en général (infrastructures sanitaires, voies de communication). Les fonctionnaires merina, ces privilégiés de la société malgache, dont le niveau de vie et le mode de vie diffèrent sensiblement de ceux de la majeure partie des Malgaches, ne peuvent qu'être attachés à un pays, à une civilisation qui les favorisent. Car la civilisation française, les membres des couches sociales aisées d'Antananarivo l'ont adoptée, dans leurs croyances religieuses, leurs coutumes, leur mode de vie, leur culture et même leur idéologie.

Mais en plus, ils bénéficient de la présence française et même du régime colonial dans un autre domaine. Ils constituent des auxiliaires de la colonisation non seulement en se faisant fonctionnaires mais encore en tant que planteurs, collecteurs et commerçants. Disséminés dans tout le pays, ils sont intégrés dans le circuit du commerce de traite, collectant les produits d'exportation (23) destinés aux grandes compagnies de commerce et vendent au détail les denrées de première nécessité pour les populations locales. Il faut ajouter que les rares Malgaches qui aient pu participer un tant soit peu à la direction des affaires politiques du pays se recrutent aussi parmi cette bourgeoisie de la capitale. A part le pasteur Ravelojaona, élu membre du Conseil Supérieur de la France d'Outre-Mer en mai 1939, les deux notables indigènes siégeant au Conseil d'administration auprès du gouverneur général avant 1939 proviennent eux aussi de la «classe évoluée malgache» (24). Il n'y a pas de doute : le rôle que joue cette bourgeoisie de la capitale dans la vie politique et économique du pays est de taille. Ce rôle lui confère des avantages substantiels et transforme jusqu'à ses manières de penser. Son attachement à la France et à la civilisation française n'est donc que logique. Un attachement qui n'exclut pas l'aspiration à l'indépendance, mais qui lui dicte les voies menant à cette indépendance.

(23) Il est à remarquer qu'un certain nombre de ces membres des couches sociales aisées de la capitale ont aussi obtenu des concessions de terre dans les régions côtières dans les années 20. Ils participent aussi, de ce fait, à la production agricole, surtout en vue de l'exportation.

(24) GUERIN du MARTERAY (C.) : *op. cit.*

L'indépendance oui, mais suivant la charte de San Francisco, c'est-à-dire en accord avec la puissance de tutelle qui prend la responsabilité de préparer le terrain de cette émancipation. Ce nouveau statut serait obtenu à plus ou moins long terme, contrairement à l'indépendance « intégrale et immédiate » réclamée par les comités de soutien à la candidature de Ravoahangy et Rasetra (25). Il faut une indépendance progressive, pense *Ny Fandrosoam-Baovao*, car le pays doit encore s'approprier à prendre en main sa destinée, se préparer dans tous les domaines pour être en mesure de voler de ses propres ailes. Mais d'autre part, l'indépendance ne sera obtenue que par la voie légale, en s'appuyant sur des textes juridiques comme la charte de San Francisco, la Constitution de la IV^{ème} République Française et par des négociations directes avec la puissance de tutelle (26).

Ce souci de légalité, du respect des lois, représente une des caractéristiques permanentes de ce journal, qui condamne tout aventurisme, toute tentative de désordre. Cette attitude peut mener loin puisque, comme le conseille *Ny Fandrosoam-Baovao*, « Sachez collaborer dans le respect réciproque. Sachez obéir. Respectez tout détenteur du pouvoir, obéissez à toutes les lois. Une loi même injuste ne doit pas être violée. On doit plutôt s'appliquer à la faire abolir ; tant qu'elle n'est pas abrogée, elle doit être respectée » (27). Telle est bien la position suivie constamment par le journal, ce qui le différencie des organes de l'équipe de Jean Ralaimongo avant 1939 et de ceux du M.D.R.M. avant l'Insurrection de 1947. Il adopte, comme nous le verrons, la même attitude jusqu'à la fin, en 1959. Il faut donc respecter les lois mais aussi ceux qui la font, c'est-à-dire les autorités. Et il est dans les habitudes de notre journal de montrer son enthousiasme face aux dirigeants (28) comme c'est le cas vis-à-vis du ministre de la France d'Outre-Mer en 1946-1947, Marius Moutet (29).

« Vous avez touché au vif nos maux, vous avez parlé d'émancipation, de liberté ; vous avez impitoyablement condamné le colonialisme, vous avez sévèrement critiqué le système du travail forcé... Comme nous avons encore droit à l'espérance » (30).

(25) Rappelons que lors de ces élections à l'Assemblée Constituante de 1945, le pasteur Ravelojaona et Gabriel Razafintsalama ont été battus par leurs concurrents.

(26) *Ny Fandrosoam-Baovao* N° 3 du 7 novembre 1945. Madagascar doit donc négocier avec la France et « demander des conseils aux 49 autres pays formant l'O.N.U ». Chaque région du pays élirait une représentation qui aurait pleins pouvoirs pour négocier à propos du nouveau régime.

(27) *Ny Fandrosoam-Baovao* N° 2 du 31 octobre 1945.

(28) C'est le cas avec le gouverneur général Léon Cayla (1930-1939) dont le journal loue la sagesse alors que les organes de l'équipe de Jean Ralaimongo le fustigent pour avoir été « l'homme de la lettre de cachet ».

(29) Après un discours où celui-ci affirme l'impossibilité de maintenir une souveraineté reposant seulement sur la force.

(30) *Ny Fandrosoam-Baovao* : « Madagascar et le Moutetisme » N° 24 du 14 avril 1946.

Ne pas choquer les dirigeants français par des revendications trop directes ou trop violentes, essayer plutôt de gagner leur confiance, se montrer posé en toutes circonstances : cette attitude ne peut nous étonner de la part du porteparole d'une bourgeoisie dont les intérêts commandent, avant tout, prudence et modération. Ainsi dès 1945, l'on voit se dessiner les grandes lignes de la conception qu'a *Ny Fandrosoam-Baovao* de l'indépendance et surtout des voies y conduisant : la direction du pays aux mains des Malgaches mais sans rupture avec l'ancienne puissance colonisatrice. Il faut en outre s'appuyer sur la légalité et ne revendiquer que ses droits. Cependant en cette période de liberté, le journal se permet certaines critiques à l'égard de la politique française dans les anciennes colonies et rejette même l'Union Française, du moins jusqu'à l'Insurrection de mars 1947.

L'Union Française qui est née officiellement avec l'adoption de la Constitution de la IV^{ème} République en octobre 1946 remplace l'empire colonial d'avant 1940. Les principes énoncés dans le préambule de cette Constitution peuvent susciter l'enthousiasme des peuples dominés par la France : puisque cette dernière « forme, avec les peuples d'Outre-Mer, une union fondée sur l'égalité des droits et des devoirs, sans distinction de race ni de religion... ». En outre, « fidèle à sa mission traditionnelle, elle entend conduire les peuples dont elle a pris la charge à la liberté de s'administrer eux-mêmes et de gérer démocratiquement leurs propres affaires ». C'est la conception d'une « France une et indivisible » qui prévaut dans la mesure où il n'est pas question d'États jouissant d'une autonomie interne (31). Ce cadre aspirait essentiellement « à rompre la dynamique d'une évolution et à s'opposer aux forces de dissociation. Il prévoyait sans doute une évolution mais dans les limites étroites qui n'allaient pas au-delà d'une décentralisation administrative assez poussée » (32).

Ny Fandrosoam-Baovao se montre d'abord favorable à la nouvelle institution lorsqu'elle est acceptée par Ho Chi Minh lors de l'accord du 6 mars 1946 qui reconnaît le Viet-nam comme État libre avec son gouvernement, son parlement et ses finances, faisant partie de la Fédération indochinoise et de l'Union Française. « Si la France peut vraiment accorder l'indépendance nationale et qu'elle accepte de s'unir à un État indépendant, on voit qu'elle est effectivement une grande nation source de la liberté. L'indépendance dans l'Union Française est une formule vraiment nouvelle. A quand notre tour ? » (33).

(31) Les organismes centraux de l'Union comprennent la présidence (entre les mains du Président de la République française), le Haut-Conseil qui assiste le gouvernement dans la conduite générale de l'Union, l'Assemblée de l'Union Française composée par moitié de représentants de la métropole et par moitié des représentants des T.O.M., des D.O.M. et des États associés. Elle ne dispose que d'un rôle consultatif.

(32) GRIMAL (M.) : *La décolonisation 1919-1963*. Paris, Armand Colin, 1965, p. 229.

(33) *Ny Fandrosoam-Baovao* N° 19 du 14 mars 1946.

Notre journal accepte donc cette adhésion à l'Union Française : il insiste déjà cependant sur le mot indépendance, qu'il trouve essentiel. Un pays qui entre dans l'Union Française doit d'abord recouvrer son indépendance avant de devenir membre de la nouvelle institution. Néanmoins il approuve l'attitude du Viet-nam et manifeste une admiration certaine pour ce pays qui a osé proclamer son indépendance (34).

Mais cet enthousiasme pour l'Union Française est de courte durée. *Ny Fandrosoam-baovao* ne manque pas de montrer son scepticisme quant aux avantages procurés par cette institution au statut des anciens territoires colonisés. Il doute que celle-ci puisse mener à l'indépendance.

« Nous refusons de mettre l'indépendance de Madagascar entre les mains d'une union française dont on ignore tout. On ne sait pas si elle conduira à la liberté ou si elle mènera à l'asservissement. C'est l'obscurité où l'on ne voit guère de porte de sortie... » (35).

Il insiste, par contre, sur une indépendance selon la charte de San Francisco, progressive certainement, mais sûre. Et du doute, *Ny Fandrosoam-Baovao* passe à l'hostilité ouverte lorsque les relations entre le gouvernement d'Hanoï et celui de la France se détériorent avec leurs divergences de vues sur l'accord de mars 1946 (36). Il constate qu'il n'est pas question d'indépendance dans l'Union Française, laquelle n'est donc qu'un trompe l'œil. La France, au lieu d'accorder d'abord le statut d'Etat libre, se dépêche de renforcer l'Union Française. Il faudrait que les adhérents à celle-ci soient libres dans leur choix si l'on veut que cette « égalité des droits et des devoirs » proclamée par la Constitution ne soit pas qu'une vaine expression. Or ce n'est pas ce qui se produit. Et le journal de déceler « une manœuvre politique de grande envergure : on nous lie d'abord avant de penser à notre liberté... On nous introduit d'abord dans le parc à bœufs pour qu'on puisse nous donner facilement des ordres. Il sera alors facile d'accuser de rébellion tous ceux qui s'agitent et qui veulent sauter par-dessus la clôture » (37).

(34) Il est à remarquer, du reste, que cette admiration des Malgaches pour les pays d'Asie n'est pas nouvelle. Rappelons à ce propos l'article du pasteur Ravelojona sur le Japon et les Japonais en 1913 dans un périodique protestant, *Mpanolo-Tsaina* (le Conseiller), qui aurait contribué à la formation de la V.V.S. de 1915. Pour la période qui nous intéresse, la presse nationaliste et les Malgaches réclamant l'indépendance suivent avec attention l'évolution politique du Vietnam.

(35) *Ny Fandrosoam-Baovao* N° 25 du 26 avril 1946.

(36) Alors que les Vietnamiens considèrent l'adhésion à l'Union Française comme une étape vers l'indépendance, les dirigeants métropolitains n'envisagent aucune évolution du Vietnam en dehors du bloc français.

(37) *Ny Fandrosoam-Baovao* N° 42 du 23 août 1946.

Ny Fandrosoam-Baovao est encore plus convaincu de la justesse de son analyse après les déclarations du ministre de la France d'Outre-Mer Marius Moutet pour qui l'Union Française est la solution adaptée à la situation nouvelle de l'empire colonial, après la guerre (38). Aussi témoigne-t-il son désaccord avec les députés malgaches qui, suivant l'exemple de la République Démocratique du Viet-nam, ont déposé le 21 mars 1946 à l'Assemblée Constituante une proposition de loi tendant à faire de Madagascar un « Etat libre ayant son gouvernement, son parlement, son armée, ses finances au sein de l'Union Française ». Il les désapprouve, pensant qu'il s'agit d'une trahison car l'Union Française ne peut aboutir à l'obtention d'un tel statut.

Il est à remarquer, du reste, que Raseta lui-même n'avait pas caché son appréhension au fur et à mesure que, tout au long de l'année 1946, l'idée d'Union Française évoluait pour finalement devenir celle adoptée dans la Constitution (39). Finalement l'Union Française rencontre donc sinon l'hostilité du moins la méfiance de bon nombre de nationalistes malgaches (40) avant même de recevoir une quelconque application. Cependant cette attitude, celle du *Fandrosoam-Baovao*, change radicalement après l'insurrection et la répression implacable qui s'ensuit.

b) *Ny Fandrosoam-baovao* face à l'Insurrection de mars 1947 :

En effet, dès le début du mois d'avril 1947, l'état de siège est établi dans la zone insurgée, la partie orientale du pays (41). Le M.D.R.M. est aussitôt considéré comme responsable de l'insurrection. Aussi les parlementaires (42) sont-ils arrêtés ainsi que des milliers de membres de ce parti, lequel est même dissout en mai. De même, toute vie politique digne de ce nom disparaît et la presse est à nouveau muselée. *Ny Fandrosoam-Baovao*, toujours présent sur la scène politique du pays et conformément à ses tactiques habituelles de lutte condamne, bien entendu, le mouvement. Opposé à toute forme de violence,

(38) Le ministre a exprimé cette position dans une circulaire adressée aux gouverneurs généraux.

(39) Un premier projet de constitution rejeté au printemps 1946 contenait une conception de l'Union Française plus favorable aux anciennes colonies.

(40) A ce sujet, la position de ces derniers se distingue de celle de la plupart des pays africains et des T.O.M. en général qui « pouvaient momentanément s'en accommoder [de l'Union Française] ; leur opinion était encore peu éveillée et leur nationalisme relativement faible ». GRIMAL (H.) : *op. cit.*, p. 229 — ce n'est cependant pas le cas général si l'on pense au Cameroun par exemple — l'Algérie et le Vietnam qui étaient plus fermes dans leurs aspirations et leurs luttes pour l'indépendance étaient vus avec admiration par les nationalistes malgaches.

(41) Pour plus d'informations sur l'insurrection, se reporter à « l'insurrection malgache de 1947 » de Jacques Tronchon et à « la presse d'opinion à Madagascar de 1947 à 1956 » de l'auteur.

(42) C'est-à-dire Raseta, Ravoahangy et Rabemananjara.

partisan du respect de la légalité, le P.D.M. se retrouve parmi les signataires d'un appel au calme lancé à la population (43).

Ce parti est persuadé, plus qu'avant certainement, de la justesse de ses vues et de ses analyses. Les actes de violence perpétrés lors de l'Insurrection et la rigueur de la répression politique et militaire semblent confirmer, qu'effectivement, seule la légalité peut permettre d'atteindre le but, c'est-à-dire l'indépendance. Et *Ny Fandrosoam-Baovao* de proclamer dans chacun de ses numéros qu'il « n'approuve pas du tout ces désordres sanglants » (44) ou qu'« il réprovoque avec véhémence tout acte de violence » (45). Il confirme, par contre, que seuls le dialogue, la persuasion, la confiance réciproque entre Français et Malgaches peuvent résoudre le problème de Madagascar. Il confirme, en outre, qu'« il n'y a que le *MORAMORA* (46) comme tactique de lutte pour pouvoir réaliser notre aspiration légitime » (47). Une position modérée donc une fois encore, position dictée par de profondes convictions. Lutter les armes à la main ? Ce n'est pas possible pour un peuple aussi faible militairement que le peuple malgache — la vaillance ne suffit pas —. Ce serait le heurt entre le pot de terre et le pot de fer. Il faudrait plutôt réclamer ses droits par des pourparlers, c'est un moyen plus sûr d'atteindre le but (48).

Constatant donc la nécessité de négociations avec les autorités et, dans l'immédiat face à la dureté de la répression (49), le porte-parole du P.D.M. multiplie les déclarations de confiance envers les dirigeants français locaux. C'est ainsi que Marcel de Coppet, Haut-commissaire depuis 1946 est qualifié de « figure lumineuse émergeant de l'obscurité provenant des troubles », lorsqu'il ne proclame l'état de siège que dans la zone insurgée et non dans les grandes villes comme le demandent les colons français et le PADESM. Sa politique est approuvée par le journal car « il n'a pas fait de répression avec

(43) Ont signé cet appel au calme des groupements politiques ou syndicaux de tendance nationaliste comme le P.D.M., le M.S.M. (Mouvement Social Malgache), le Groupe d'Etudes Communistes, la C.G.T. mais aussi la Ligue des Droits de l'Homme, la Ligue des Anciens Combattants.

(44) *Ny Fandrosoam-Baovao* N° 77 du 11 avril 1947.

(45) *Ny Fandrosoam-Baovao* N° 79 du 25 avril 1947.

(46) C'est-à-dire la lenteur. Les Malgaches ont une réputation (établie pendant la colonisation par l'occupant) d'indolence.

(47) *Ny Fandrosoam-Baovao* N° 82 du 9 mai 1947.

(48) Telle est la thèse principale défendue sans relâche par le pasteur Ravelojaona et Gabriel Razafintsalama mais que bon nombre de Malgaches n'ont pas suivie.

(49) Notre journal n'en subit cependant pas les conséquences, du moins pas tout de suite, alors que tous les journaux pro-M.D.R.M. sont obligés de disparaître un à un. *Ny Fandrosoam-Baovao* N° 83 du 16 mai 1947.

gle... et a voulu entendre les opinions des Malgaches». Les éloges s'adressent aussi, bien entendu, au gouvernement de la métropole qui, d'après *Ny Fandrosoam-Baovao* commence à donner un début d'exécution à sa politique visant à l'émancipation des anciennes colonies, ne serait-ce qu'en instaurant des élections. Ainsi, il a foi en sa justice, en sa générosité et en sa grandeur (50).

Une politique condamnant l'emploi de la force et prônant le respect de la légalité : il n'est donc pas étonnant que le journal critique violemment les prétendus responsables et les auteurs de l'Insurrection. La responsabilité des événements est difficile à déterminer (51), mais *Ny Fandrosoam-Baovao*, de concert avec l'administration, les colons et le PADESM, critique violemment les parlementaires. Ravoahangy, c'est celui qui a trahi la cause de l'indépendance. Quant à Rabemananjara, ce n'est qu'un démagogue et un peureux. L'organe du P.D.M. profite donc des circonstances pour fustiger ses adversaires politiques de longue date. Ses critiques continuent donc même en cette période où la lutte pour l'indépendance se trouve dans une passe si difficile. D'ailleurs, dans l'histoire du nationalisme malgache, l'on constate que les militants sont toujours divisés en factions rivales, chacune d'entre elles étant encore déchirée par des dissensions internes. Les unions s'avèrent rares et éphémères, jusqu'en 1960, où l'indépendance est accordée par la France, et même après (52). Pour cette période d'après l'Insurrection, les critiques lancées par notre journal contre les parlementaires se justifient, bien entendu, par des divergences politiques. Elles ont pour but aussi de montrer à l'administration que le P.D.M. n'a aucune responsabilité dans les événements. Cependant, *Ny Fandrosoam-Baovao* se garde de toute attaque directe contre le M.D.R.M., en tant que parti. Il conserve malgré tout sa modération habituelle, ne voulant pas attiser encore plus les passions enflammées par la situation dramatique et par la colère non contenue des colons français et des membres du PADESM.

Il faut s'imaginer en effet, l'ambiance de cette période. Tandis que l'offensive des troupes gouvernementales progresse de plus en plus en territoires insurgés (53), dans les grandes villes et dans la capitale en particulier, membres du

(50) *Ny Fandrosoam-Baovao* N° 79 du 25 avril 1947.

(51) L'administration coloniale, les colons et le PADESM derrière elle, proclament officiellement, dès le début de l'insurrection, la responsabilité des parlementaires et du M.D.R.M. dans son ensemble. Les défenseurs de ce parti, dont de nombreuses organisations de la gauche française, par contre, soutiennent qu'il s'agit d'une provocation de l'administration coloniale destinée à mâter le mouvement nationaliste malgache. Une troisième thèse, défendue en particulier par Jacques Tronchon (*op. cit.*) affirme que les événements de 1947 constituent une insurrection organisée par les organisations secrètes (PANAMA et JINA).

(52) L'équipe du *Fandrosoam-Baovao* s'oppose à celle des partisans de Ralamongo qui vont constituer la direction du M.D.R.M., dès avant le Front Populaire : les divergences concernent non seulement les objectifs politiques mais aussi les tactiques de lutte. Les clientèles diffèrent aussi.

(53) L'Insurrection cesse de s'étendre à partir de juillet 1947 et les troupes coloniales commencent à lancer leur offensive contre la zone insurgée.

PADESM et représentants des colons français s'acharnent non seulement contre le M.D.R.M. mais encore contre les Merina en général. « Une véritable frénésie hystérique s'était emparée des colonialistes. Ils ne se contentaient pas de parcourir les rues, armés jusqu'aux dents, de mettre des mitrailleuses en batterie dans le hall de leurs cafés préférés, ils se livraient devant la résidence du Haut-commissaire à des manifestations de plus en plus violentes » (54). Ils réclament, avec les membres du PADESM, l'arrestation des parlementaires et de tous les adhérents au M.D.R.M., la dissolution officielle de ce parti, la condamnation à mort des principaux coupables... (55). Ils se montrent donc particulièrement féroces contre ce parti qu'ils considèrent comme leur adversaire puisque réclamant l'indépendance. Ils le combattent d'autant plus vivement que les propagandistes du M.D.R.M., répandus dans tout le pays, se montrent particulièrement actifs et se laissent volontiers entraîner par la violence verbale. Mais les foudres des colons et des membres du PADESM sont dirigées contre les Merina en général, bien que l'Insurrection ait éclaté sur la côte est. D'ailleurs, c'est certainement lors de cette Insurrection que les dissensions tribales ont été les plus marquées dans l'histoire du pays pendant la colonisation. Des dissensions (56) existaient à l'état latent, elles sont aiguës par la création du PADESM qui veut « s'occuper des côtières et de ces côtières déracinés que sont les « *maintienindreny* » (serfs royaux) ». *Voromahery* continue : « ... partant de ce sentiment très vif de rancœur compréhensible qu'ils éprouvent vis-à-vis de leurs anciens fœdaux et oppresseurs, nous arriverons peut-être à faire naître un amour-propre salutaire » (57). Le PADESM est donc bâti sur des bases ethniques claires, ce qui suscite les vives réactions hostiles de bon nombre de journaux tananariviens, d'autant plus qu'il ne cesse de proclamer « son indéfectible attachement à la Mère-Patrie ». Il a tendance à assimiler la direction du M.D.R.M., avec l'ensemble du M.D.R.M., voulant accréditer l'idée que les dirigeants de ce parti sont tous des Merina (58). Aussi les passions se déchaînent-elles contre les « Hova, responsables des événements actuels, [qui] ont la présomptueuse idée de reprendre des mains de la France le gouvernement de notre pays. Leurs ancêtres à qui ils ne peuvent que ressembler n'avaient su trouver pour les nôtres qu'oppression et servitude » (59). Les Merina

(54) BOITEAU (P.) : *Contribution à l'histoire de la nation malgache*. Editions Sociales, 1958, p. 376.

(55) *Tana-Journal* N° 31 du 23 avril 1947.

(56) Elles sont dues à des causes diverses : la domination exercée par la royauté et l'oligarchie merina au XI^{ème} siècle, la situation privilégiée des membres de cette ethnie (en tant que fonctionnaires, commerçants...) pendant la période coloniale, et surtout la fameuse « politique des races » en sont les principales.

(57) *Voromahery* : « Pourquoi le Parti des Déshérités ? » N° 1 du 6 août 1946.

(58) Ce qui n'est pas le cas : le député J. Rabemananjara par exemple vient de la province de Toamasina.

(59) *Voromahery* N° 37 du 15 avril 1947.

veulent donc, selon ce parti procolonial, restaurer leur ancienne hégémonie. Ils se seraient servis des côtiers pour cela.

Ny Fandrosoam-Baovao, prétendant se situer au-dessus des considérations tribales, reproche son attitude à *Voromahery*. Pourtant vis-à-vis de ceux qu'il appelle « peuplades rebelles, Bezanozano, Tanala, Antandroy et Antaimoro » (60), ce porte-parole des hommes d'affaires et des intellectuels merina n'est guère tendre. Il se montre plein de mépris dans son vocabulaire même. Et son dédain sans bornes à l'égard des autres Malgaches dénote une mentalité tribaliste indéniable et un complexe de supériorité que les circonstances historiques ne peuvent que condamner. Il remarque, en effet, que ces « peuplades... sont parmi les moins évoluées des habitants de l'île. Ils sont, hélas, au nombre de ceux qui, par leur infériorité intellectuelle, ne possèdent qu'un faible sens de jugement et ne peuvent en conséquence, avoir aucun esprit critique ni sur eux-mêmes ni sur le monde infini qui les environne » (61). Des propos déplacés, poussés par les passions qui se déchainent au lendemain de l'Insurrection peut-être ? Ils illustrent pourtant la mentalité de ce milieu aisé d'Antananarivo, de ces fonctionnaires et commerçants ou planteurs merina répandus dans tout le pays. Partout, ils vivent en cercles fermés, ne voulant pas se mêler aux populations locales moins instruites qu'eux, moins occidentalisées qu'eux (62) et vivant pour l'écrasante majorité dans de moins bonnes conditions qu'eux. Ils tirent orgueil de cette position privilégiée. Et notre journal s'érige en fervent défenseur des populations merina vivement critiquées par les colons français et les membres du PADESM (63). Il tient à démontrer, en premier lieu, que les insurgés sont des populations résidant dans les régions côtières, la région de Tananarive n'a été le théâtre d'aucun foyer de soulèvement. Pour *Ny Fandrosoam-Baovao*, ni le M.D.R.M., ni le PADESM ne recrutent leurs membres sur des bases tribales, les différentes ethnies se retrouvent dans l'un comme dans l'autre, ce qui est confirmé par la réalité. Enfin, essayant d'expliquer la situation privilégiée des Merina parmi tous les Malgaches, il pense qu'il s'agit d'une politique consciente et constante de la colonisation française. Les Merina furent les auxi-

(60) A part les Antandroy qui habitent le sud de Madagascar, ces populations habitent l'Est, c'est-à-dire la zone insurgée.

(61) *Ny Fandrosoam-Baovao* : « De la compréhension à la confiance », N° 82 du 9 mai 1947.

(62) Les Merina s'occidentalisent depuis le XIX^{ème} siècle avec les missions anglaises et surtout pendant la colonisation. Pour les intellectuels de cette ethnie surtout, l'adoption de la civilisation occidentale est une preuve de supériorité, de même qu'elle apporte une situation privilégiée en particulier pour les fonctionnaires. Puis c'est toute la mentalité des Malgaches qui se transforme petit à petit : tout ce qui vient d'Occident est bien.

(63) D'ailleurs la presse antananarivienne, dans son ensemble, s'élève en chœur contre ces attaques lancées contre les Merina.

liaires de celle-ci. Et les avantages que leur procure ce rôle ne peuvent que le amener à défendre le régime colonial. S'il y a des Hova parmi les insurgés, on ne devrait pas faire supporter leurs fautes par toute l'ethnie. De même, le journal se fait le défenseur du protestantisme, attaqué lui aussi par les colons français et le PADESM (64). « L'esprit soufflant un peu partout identifie Hova et Protestants avec révolte et complots... Ni la race (65) hova, ni la religion protestante ne constituent nullement un terrain prédestiné au meurtre et au pillage... » (66).

Finalement, quelle empreinte l'Insurrection a-t-elle laissée sur notre journal et sur le milieu dont il est le porte-parole ? La disparition de toute vie politique réelle et la sévérité de la répression consécutive à l'Insurrection contribuent à modérer les prises de position du *Fandrosoam-Baovao*. Parfois même, par souci de ne pas froisser les autorités, il n'émet aucune opinion, en tout cas, il se garde bien de toute critique vis-à-vis du régime colonial ; cependant il ne peut s'empêcher de répondre aux attaques de ses adversaires et finalement ne parvient pas à cacher le caractère tribaliste et conservateur du milieu dont il est issu. Et surtout, modifiant sa position en fonction de la nouvelle conjoncture politique, il se montre de nouveau favorable à l'Union Française.

c) Pour le statut d'Etat associé au sein de l'Union Française :

La position de notre journal vis-à-vis de cette institution change en effet quoique de manière subtile avec l'Insurrection. « Il est faux de dire que les Malgaches se défont de la France, qu'ils veulent se séparer d'elle. Leur manière de juger est au contraire des plus logiques ; ils se prononcent en fait pour leur encadrement dans l'Union Française, mais en y incluant les garanties que comporte sa qualité d'ancien Etat autonome » (67). Alors qu'auparavant il pensait que cette nouvelle institution signifiait la fin de toute idée d'indépendance, il reconnaît en 1948 qu'elle seule pourra mener les Malgaches vers ce statut et qu'elle est conçue par la France comme une étape seulement. *Ny Fandrosoam-Baovao* explique avec habileté son changement de position : il n'a jamais renié l'Union Française de manière catégorique mais a demandé des garanties. Il continue sur cette voie mais sans reprendre le ton d'avant. Il se montre moins

(64) Les milieux protestants malgaches ont toujours été, depuis la conquête coloniale, craints par la colonisation. Influencés par les missions anglaises, ils étaient soupçonnés d'être opposés aux Français. D'éminents pasteurs d'Antananarivo comme Rabary et Ravelojaona sont inquiétés et même arrêtés en 1915 lors de l'affaire de la V.V.S. D'ailleurs, il est incontestable que ces milieux jouent un rôle non négligeable quoique non spectaculaire dans le mouvement nationaliste malgache. C'est pour cela que l'anti-protestantisme traditionnel renaît dans cette ambiance trouble qui est celle de l'Insurrection.

(65) Le terme de race est ouvertement employé dans le langage colonial pour désigner une ethnie. Il est aussi parfois emprunté par les nationalistes. C'est le cas dans ce passage.

(66) *Ny Fandrosoam-Baovao* N° 85 du 30 mai 1947.

(67) *Ny Fandrosoam-Baovao* N° 80 du 2 mai 1947.

exigeant et surtout il insiste sur son attachement à la France. Cette position illustre bien la tactique de lutte du P.D.M. : réclamer ce que l'on veut obtenir, mais sans jamais hausser le ton, et adapter les revendications aux circonstances. Puisque l'Union Française est une institution déjà établie, adoptée, il ne faut plus la remettre en question. Autant l'accepter et militer dans ce cadre. Il faut donc ajuster les revendications et essayer d'obtenir la réalisation des principes énoncés dans la Constitution.

Cette acceptation du statut d'Etat associé au sein de l'Union Française suppose avant tout une bonne entente entre Français et Malgaches. Et rassurer les Français constitue, selon *Ny Fandrosoam-Baovao*, la tâche primordiale des nationalistes malgaches. Cette tâche est d'autant plus difficile et d'autant plus urgente que l'Insurrection a gravement détérioré les relations entre les deux communautés et que la confiance ne règne plus entre elles. En effet, pour bon nombre de Malgaches, ceux qui sont influencés par le M.D.R.M. surtout, l'indépendance « intégrale et immédiate » réclamée depuis la fin de la guerre est souvent interprétée comme un renvoi des Français, en particulier des colons que les habitants des régions côtières redoutent pour l'oppression qu'ils leur infligent. De leur côté, colons et hommes d'affaires français, se sentant menacés dans leurs intérêts et dans leur situation de privilégiés s'attaquent violemment aux nationalistes. L'Insurrection ne fait évidemment qu'accroître le climat de méfiance et de suspicion. Notre journal pense y remédier, en premier lieu, en appelant les Malgaches à rester attachés à la France, « patrie de la Liberté et des Droits de l'Homme ». « Nous ne pouvons nous séparer des Français car ce sont ces derniers qui nous conduiront vers la voie menant à l'indépendance. Nous nous ferons tort si nous ne collaborons pas avec eux » (68). En outre, la nouvelle définition que *Ny Fandrosoam-Baovao* donne de l'Union Française, « une meilleure façon d'assurer la pérennité de la souveraineté de la France », est faite pour rassurer les Français. Le nouveau statut réclamé n'implique nullement l'éviction de la France de Madagascar. Cet attachement à la civilisation française, cette recherche de la collaboration entre Français et Malgaches, les rédacteurs de notre journal les prouvent en apparaissant parmi les créateurs de la Troisième Force franco-malgache en février 1948 (69) qui se prononce pour la participation directe des Malgaches à l'administration des affaires de leur pays en particulier. Cette entente avec les Français « libéraux », qui veulent collaborer avec les Malgaches, notre journal ne cesse de la précé-

(68) *Ny Fandrosoam-Baovao* N° 80 du 2 mai 1947.

(69) Elle regroupe des leaders du P.D.M. — L'équipe du *Fandrosoam-Baovao* en gros — des démocrates chrétiens, des membres du Mouvement Social Malgache, des Français de la S.F.J.O., des personnalités malgaches comme Gabriel Razafintsambaina, Rakoto Mananjan... bref elle ne comporte que des Malgaches issus de milieux aisés et des Français « libéraux », qui pensent que le régime colonial appliqué jusque-là est dépassé. Ce mouvement est soutenu par la mission catholique.

niser, et lorsque la Troisième Force franco-malgache périclîte, ses rédacteurs se retrouvent parmi les fondateurs de l'Action Madécasse, créée en 1954 et qui poursuit à peu près les mêmes buts.

Son attachement à la France, *Ny Fandrosoam-Baovao*, ne cesse de le proclamer et de le prouver, par conviction profonde, par opportunisme aussi dans une certaine mesure. Mais l'analyse de la situation internationale le pousse aussi à adopter cette attitude et à proclamer qu'il faut consolider l'Union Française. Les Malgaches doivent rester dans l'orbite de la France, pense-t-il, car un petit Etat comme le leur ne peut rester indépendant longtemps devant les appétits des deux grandes puissances. Vis-à-vis des Etats-Unis, notre journal fait preuve d'une attitude prudente : il ne condamne pas de manière catégorique ce pays pour ses visées impérialistes. Il approuve même l'envoi de jeunes Malgaches qui vont se former aux Etats-Unis dans le cadre du Quatrième Point Truman (70). Cette position de prudence se justifie bien entendu de la part du porte-parole de milieux d'affaires qui se réclament du libéralisme dans le domaine économique. Son attitude vis-à-vis de l'U.R.S.S. et de l'Est, en général par contre, est clairement définie. Il rejette le communisme de manière catégorique comme étant contraire à la nature même du Malgache.

« Le Malgache, de par sa nature, de par son tempérament, se place aux antipodes du communisme. Madagascar n'est pas communiste, ni même communistant car le Malgache croit à la dignité humaine ; il a le sens profond de Dieu et des valeurs spirituelles que répudie le nationalisme de Moscou » (71).

Un anticommunisme primaire, qui déforme la réalité et qui manque d'analyse. L'anticommunisme à Madagascar est d'abord l'apanage des colons français et de l'administration coloniale. Les Malgaches privilégiés par le régime colonial, qu'ils soient nationalistes (modérés) ou partisans du maintien de ce régime proclament aussi leur aversion vis-à-vis de Moscou. Cette campagne anticommuniste est d'autant plus active et d'autant plus efficace qu'elle est orchestrée par les missions catholiques et protestantes dont l'influence est incontestable sur la majorité de la population. Le milieu touché par notre journal, profondément marqué par l'idéologie et l'éducation chrétienne et partisan de la démocratie à l'occidentale (72), s'illustre particulièrement par son anticommunisme.

Cependant, le deuxième aspect du problème du statut d'Etat associé sur lequel *Ny Fandrosoam-Baovao* se penche tout autant, concerne les conditions d'entrée de Madagascar dans cette union. Les relations entre Français et

(70) C'est-à-dire de « l'aide » accordée par les Etats-Unis aux pays occidentaux dans le cadre du plan Marshall. Le Quatrième Point Truman concerne les colonies de ces pays.

(71) *Ny Fandrosoam-Baovao* : « La cause malgache n'est pas une cause communiste » N° 217 du 2 décembre 1949.

(72) La théorie du journal sur la notion d'Etat est largement développée dans la dernière partie de ce travail.

Malgaches devraient être basées sur l'égalité et ne plus être des rapports de dominants à dominés. « L'Union Française devrait être l'union de deux nations, l'une aînée, l'autre cadette, qui se respectent mutuellement mais qui cheminent main dans la main pour le bien des deux parties » (73). Concrètement, les principes énoncés dans la Constitution et concernant l'Union Française doivent être précisés et recevoir un début de réalisation. Mais le statut à proposer à Madagascar ne doit pas être décidé par la France seule ; le peuple malgache, le premier concerné, a son mot à dire sur tout ce qui concerne le pays. Bref, le journal tient à ce que cette union respecte la personnalité et les aspirations des Malgaches. Quant à la représentation de ces derniers, *Ny Fandrosoam-Baovao* se trouve quelque peu embarrassé pour en définir les bases. Il n'est pas question, pense-t-il, d'organiser des élections en 1947-1948 puisque c'est encore une ambiance de terreur qui règne dans tout le pays à cause de la répression consécutive à l'Insurrection. Elles ne traduiraient pas du tout les véritables désirs des Malgaches car ceux-ci, par peur de l'administration, se verraient obligés de ne voter que pour les candidats bien vus par cette dernière. Dans ces conditions, la représentation se fera-t-elle sur une base politique ? sur une base ethnique ? Le journal penche tantôt pour l'une, tantôt pour l'autre. Mais la précarité de la situation politique lui dicte plutôt la deuxième solution, c'est-à-dire une représentation par ethnie. Plus précisément, tous les Merina devraient s'unir et de leur côté, les habitants des côtes formeraient une « union côtière ». Ensuite, il y aurait une union entre Merina et Côtiers (74). Voilà qu'apparaît à nouveau, dans notre journal, la préoccupation ethnique. Les problèmes politiques réels, les divergences politiques à l'intérieur de chaque ethnie, toute analyse de classe s'effacent devant les considérations ethniques. Et cela ne touche pas seulement les rédacteurs du *Fandrosoam-Baovao* mais la plupart des journalistes et politiciens malgaches de l'époque, partisans de l'indépendance (75) comme attachés au régime colonial. Seule l'équipe des communistes analyse la situation politique du pays en termes de classe et préconise l'union avec « un prolétariat qui constitue la majorité du peuple français et qui ne nourrit à l'égard des Malgaches aucune ambition de profit ni d'asservissement » (76). Cette représentation malgache, que bon nombre de journaux nationalistes, voudraient à base ethnique, négocierait d'égal à égal avec le gouvernement français du futur statut de l'île.

Les aspirations des Malgaches pour l'indépendance ont ainsi survécu à la répression sanglante qui a suivi l'Insurrection. Politiciens et journalistes antana-

(73) *Ny Fandrosoam-Baovao* N° 133 du 23 avril 1948.

(74) *Ny Fandrosoam-Baovao* N° 162 du 12 novembre 1948.

(75) Ces derniers proclament cependant bien haut l'existence d'une nation malgache basée sur une communauté de langue, de coutume, etc...

(76) *Fraternité-Fihavanana* N° 8 du 4 décembre 1947.

nariviens effectuent un ajustement de leurs revendications, se prononçant tous clairement pour le statut d'Etat associé au sein de l'Union Française. La lutte consiste pour eux, jusqu'à la Loi Cadre, à demander à la France la réalisation de ce statut. Notre journal se trouve parmi ceux qui militent dans ce sens. Mais le combat est long et difficile à cause de la politique immobiliste de la métropole jusque 1953. Il constate que rien n'est changé depuis 1945. Il est vrai que les nouvelles institutions, les assemblées locales en particulier, permettent aux Malgaches de participer à la vie politique mais le suffrage électoral reste toujours restreint, les élections ne sont pas libres surtout après 1947 et le pouvoir exécutif reste toujours aux mains du représentant de la France. « Cette administration coloniale ne conduit nullement le peuple malgache à l'autonomie », pense *Ny Fandrosoam-Baovao* (77).

Auparavant, le discours du nouveau Haut commissaire de Chevigné du 31 mars 1948 qui reconnaît que Madagascar devrait obtenir le statut d'Etat associé au sein de l'Union Française, donne l'espoir à la presse nationaliste. Cependant celui-ci se rétracte bientôt, le 11 mai : au cours d'une conférence de presse, il proclame que ce statut n'est prévu que pour un avenir éloigné, d'où la déception des nationalistes, déception largement exprimée dans les journaux. Mais ils ne désespèrent pas encore : « Les Malgaches ont attendu et attendent encore, mais que cette attente procède du désir réel de faire quelque chose... Il faut donner son statut à Madagascar. Ce statut en l'occurrence ne peut être que celui d'Etat associé » (78). La revendication de ce nouveau statut, les journaux nationalistes ne cessent de la formuler et de la préciser. En particulier, notre journal se rend compte de l'ambiguïté de la définition de l'Union Française, où se trouvent à la fois une conception unitaire et une conception fédérative. Il opte pour la deuxième. « L'unitarisme paraît pour les Malgaches une sorte de contrainte où ils auront à se dépouiller de ce qu'ils sont pour devenir des citoyens dignes de la Grande Cité. Les Malgaches comprennent le concept de l'Union Française dans le sens fédératif, c'est-à-dire qu'ils auront à rester Malgaches tout en faisant partie intégrante de la République » (79). Le journal insiste donc sur son souci de préserver la personnalité du peuple malgache malgré l'appartenance à l'Union Française. Mais comme de coutume, son insistance ne diminue pas sa volonté de toujours respecter la légalité et de ne demander que ce qui est dû au pays : ce que la France lui a promis en signant la charte de San Francisco et dans sa Constitution. Mais pour réaliser le nouveau statut, il ne suffit pas à Madagascar d'envoyer des députés

(77) *Ny Fandrosoam-Baovao* N° 136 du 14 mai 1948.

(78) *Ny Fandrosoam-Baovao* : « A quand le statut de Madagascar ? » N° 209 du 7 octobre 1949

(79) *Ny Fandrosoam-Baovao* : « Le drame malgache » N° 275 du 16 février 1951.

à l'Assemblée Nationale comme jusque là (80). Il faut des négociations bilatérales claires entre les deux parties contractantes, d'où sortirait un traité fixant les modalités d'accèsion au nouveau statut (81).

La visite à Madagascar de certains responsables politiques français constitue des occasions pour la presse nationaliste d'exprimer les aspirations du peuple malgache et d'entendre les opinions du gouvernement de la métropole à leur sujet. C'est le cas à l'arrivée du ministre de la France d'Outre-Mer François Mitterrand en janvier 1951. Un memorandum signé de certains élus de l'Assemblée Représentative, de l'Assemblée Provinciale d'Antananarivo, de représentants de syndicats, de journalistes, de médecins, expose l'essentiel des revendications du peuple malgache. Cependant les déclarations du ministre ne sont guère encourageantes. A l'Assemblée Représentative, le 8 janvier 1951, il estime notamment que « l'avenir de Madagascar, de tous les hommes et de toutes les femmes qui vivent à Madagascar, qui sont de ce territoire, de ce pays, est que leur évolution doit se faire dans le cadre de la République Française... Indépendance ? Autonomie ? Ce sont des mots de plus en plus vides de sens... Même un vieux pays épris de liberté humaine et de liberté politique comme la France est obligé aujourd'hui d'aliéner une partie de sa souveraineté au profit d'un « groupe supérieur » (82). Cette déclaration ainsi que d'autres formulées dans le pays comme dans la métropole causent une grande déception chez les nationalistes malgaches. Les conséquences de cette politique immobiliste que continue de mener la France vis-à-vis des anciennes colonies risquent d'être graves. « Ce fait pour la France de ne pas tenir compte des aspirations des Malgaches à l'indépendance comme l'a fait M. Mitterrand, ministre de la France d'Outre-Mer, comme la lenteur à réaliser ce qui est conforme à la loi n'est autre qu'une sagaie plantée dans le dos des bonnes relations mutuelles » (83). Une autre conséquence, plus grave encore, de cette politique française, c'est que les Malgaches risquent de pencher vers le communisme, que ni les Français, ni les nationalistes malgaches ne désirent. « Les patriotes qui ne veulent voir leurs compatriotes ni se jeter dans les bras de l'Internationale, ni rester indéfiniment sous le joug du capitalo-colonialisme voient avec amertume et désespoir leur œuvre tomber en ruines. Demain, le peuple qui a bien assez du capitalo-colonialisme ne se jettera-t-il pas dans les bras des communistes sans que nous ne puissions nullement l'arrêter ? » (84).

(80) L'expérience de 1946 — où les députés d'alors Raseta et Ravoahangy avaient déposé un projet de loi abrogeant la loi d'annexion du 6 août 1896, mais qui est resté sans suite — a montré que les députés ne peuvent rien dans le cadre de l'Assemblée Nationale.

(81) *Ny Fandrosoam-Baovao* N° 278 du 2 mars 1951.

(82) *France-Madagascar* N° 1139 du 9 janvier 1951.

(83) *Kinton' i Madagasikara* : « Il vaut mieux entretenir de bonnes relations », N° 59 du 21 février 1951.

(84) *Gazetin' ny Malagasy* N° 84 du 24 janvier 1951.

Mais si telles sont les appréhensions et la déception de certains journaux nationalistes, *Ny Fandrosoam-Baovao* ne quitte pas sa position modérée. Il ne manifeste pas de désapprobation. Il trouve même que « [le ministre] a parlé de l'Etat associé, mais avec une netteté qui, pour nous, n'est pas du tout offensante. Cette fois, Monsieur Mitterrand nous a fourni l'occasion d'engager un dialogue net et clair et nous lui en savons gré... Quand on sent en face de soi un interlocuteur qui ne cherche pas à tendre un filet, ou berner, mais qui, au contraire, s'efforce de convaincre avec des arguments loyaux, il me semble que le bon vieux temps revient où le « non » était un « non » et le « oui » un « oui ». Les Malgaches n'ont donc qu'à s'en féliciter » (85). *Ny Fandrosoam-Baovao* montre ici, une fois encore, sa volonté d'engager le dialogue avec les autorités françaises, son souci de ne pas les choquer, au point d'adopter une position contraire à celle des nationalistes en général. D'ailleurs cette attitude modérée, voire favorable à l'administration et aux autorités coloniales, lui vaut la suspicion des autres journaux, lesquels se demandent s'il n'est pas acquis à la cause de l'administration coloniale. Finalement les revendications pacifiques, même répétées des journaux antananariviens, porte-parole des nationalistes malgaches, ne réussissent pas à secouer l'inertie de la politique coloniale française.

Mais *Ny Fandrosoam-Baovao* continue, malgré cela, à revendiquer le statut désiré pour les Malgaches. Pour tous les Malgaches ? La situation politique locale fait chavirer quelque peu la position du journal et lui fait douter du caractère « national » de la revendication de l'indépendance. En effet, le PADESM fidèle à la colonisation et bien vu par l'administration coloniale ne cesse de prétendre que l'aspiration à l'indépendance est le fait des seuls Merina (86) et que les côtiers ne pensent pas du tout à un tel statut, vu qu'il n'y a encore que très peu d'intellectuels parmi eux. Cette propagande persistante ne manque pas de faire réfléchir l'équipe du *Fandrosoam-Baovao* qui, constatant que les Merina sont plus avancés que les autres populations de Madagascar, propose une indépendance séparée pour cette ethnie : « ...c'est pourquoi nous trouvons équitable de donner à chacun la place qui lui revient par mérite. Sur les Hauts-Plateaux où l'on reconnaît une évolution assez poussée, il n'y a pas de raison qu'on s'obstine à maintenir le mode d'administration de 1895. S'il était admis que l'on devrait procéder par étapes, « progressivement » comme on dit, y aurait-il mieux à faire que de laisser le passage à ceux qui le peuvent, en attendant que les autres y viennent à leur tour » (87). Une telle position renie toute idée d'unité nationale à Madagascar et rejoint finalement celle des

(85) *Ny Fandrosoam-Baovao* N° 270 du 12 janvier 1951.

(86) Cette thèse est défendue par ce parti, et par les colons français depuis 1946. Ils ont tendance, à tort, à assimiler partisans de l'indépendance et Merina, attachés à la colonisation et côtiers ; ceci fausse totalement la réalité. C'est pour cette même raison qu'ils ont accusé les Merina d'être à l'origine de l'Insurrection.

(87) *Ny Fandrosoam-Baovao* : « Le problème du jour » N° 304 du 31 août 1951.

partisans du maintien de la présence coloniale. Une position rétrograde qui suppose implicitement la « supériorité » de l'ethnie à laquelle appartiennent la rédaction et la clientèle des lecteurs du journal. Cette mentalité tribaliste notoire provoque, bien entendu, la violente réaction et les mises au point claires de ses confrères, qui réaffirment avec insistance le caractère « national » des revendications d'indépendance. Celles-ci concernent non une seule ethnie mais les Malgaches en général. Les partisans du maintien du statu quo se retrouvent dans toutes les ethnies, parmi les notables et les privilégiés du régime colonial de manière générale. L'on constate donc qu'à plusieurs reprises, *Ny Fandrosoam-Baovao* se distingue de la majorité des journaux nationalistes par son caractère modéré, par sa position trop favorable à l'administration et à la présence française, par ses réactions teintées de tribalisme aussi. Le caractère quelque peu conservateur de son nationalisme se devine plus d'une fois. Mais la lutte pour l'indépendance continue. La presse nationaliste malgache redouble d'efforts, et notre journal avec elle, lorsque l'Union Française connaît une crise à partir de 1953.

La guerre de libération nationale que mène le peuple vietnamien dirigé par le Viet Minh aboutit à la défaite française de Dien Bien Phù en mai 1954. Déjà en 1953, une note du gouvernement français (en date du 3 juillet) modifie les accords de 1949 et 1950 en accordant au Vietnam une plus large autonomie. D'autre part, les conflits opposant la France aux nationalistes d'Afrique du Nord provoquent aussi un regain d'activité et d'espoir chez les nationalistes malgaches. Ils sont d'autant plus enthousiastes dans la lutte que leur mouvement se trouve renforcé par l'adhésion de la mission catholique à la cause de l'indépendance en novembre 1953 (88). L'exemple du Commonwealth anglais attire aussi leur attention et leur admiration. Toutes ces nouvelles données du contexte international les poussent à rappeler à la France ses promesses et la nécessité de les réaliser. *Ny Fandrosoam-Baovao* se trouve parmi eux, réclamant que la France précise enfin ses intentions et surtout passe aux actes, même dans les colonies qui ne portent pas les armes contre la présence française. « Dans la conjoncture actuelle, les pays réputés calmes se trouvent laissés quelque peu en marge. Mais calme ne veut pas dire satisfaction et savoir attendre ne veut pas dire non plus renoncer à aller de l'avant... Il importe que les responsables se prononcent une fois pour toutes sur ce qu'ils entendent réaliser dans l'immédiat et sur ce qui devra attendre. Parce que laisser les colonisés dans l'attente sans qu'ils puissent même entrevoir ce qu'ils deviendront, c'est précisément user cette faculté d'attente et laisser la place aux extravagances les plus hasardeuses » (89).

(88) Cf. déclaration des évêques de Madagascar à tous leurs fidèles du 27 novembre 1953. Les missions protestantes en tant que telles ne se prononcent pas pour l'indépendance ; mais certaines personnalités protestantes sont engagées dans les luttes nationalistes depuis 1945 et même avant.

(89) *Ny Fandrosoam-Baovao* : « L'attente... trop longue » N° 436 du 7 mai 1954.

Que la France sorte de son immobilisme vis-à-vis de ses anciennes colonies certes, mais le cadre de l'Union Française tel qu'il était défini en 1946 se trouve dépassé par la situation même, après le règlement du problème indochinois. Et aussi bien dans la métropole que dans les territoires coloniaux se fait sentir le besoin de réviser la Constitution de la IV^{ème} République, surtout en ce qui concerne l'Union Française. La conception d'une Union Française fédéraliste se répand en A.O.F. : en premier lieu parmi les indépendants d'Outre-Mer dirigés par le député Senghor. Le Rassemblement Démocratique Africain admet aussi en 1955 que le fédéralisme est la solution adaptée aux problèmes des anciennes colonies françaises. Il permettrait une plus grande autonomie pour celles-ci sans qu'il y ait détachement de l'orbite française.

A Madagascar, l'idée de fédéralisme gagne aussi certains politiciens. C'est ainsi qu'en juin 1955 est créé le Regroupement Fédéral de Madagascar. Ses promoteurs sont aussi bien des Français que des Malgaches, partisans du dialogue entre les deux communautés. S'y retrouvent à peu près les mêmes personnalités qui ont déjà créé auparavant la Troisième Force franco-malgache et l'Action Madécasse, en particulier des intellectuels antananariviens et des journalistes comme le directeur propriétaire du *Fandrosoam-Baovao*, Gabriel Razafintsalama. Le R.F.M. se propose d'œuvrer pour «... la création d'un Parlement local à compétence territoriale. Le lien fédéral serait constitué par un représentant de la République chargé des affaires communes...» (90). Mais l'idée de fédération est sévèrement critiquée par les journaux nationalistes radicaux comme *Kintan'i Madagasikara* (91) et surtout par les organes de l'équipe des communistes. Cette idée de fédéralisme, qu'ils opposent au statut d'Etat associé risque, d'après eux, de maintenir pour toujours Madagascar sous la tutelle française. Aussi préconisent-ils comme condition préalable à l'adhésion des Malgaches à la Fédération, l'abolition de la loi d'annexion du 6 août 1896. *Ny Fandrosoam-Baovao*, en bon porte-parole du R.F.M., répond bien entendu aux attaques lancées par la tendance anti-fédérale. « L'indépendance et l'Etat associé mènent au séparatisme, c'est-à-dire à la désintégration de l'Union Française. Il en résulterait d'ailleurs une situation d'extrême précarité infiniment dangereuse pour l'indépendance de Madagascar en raison même de sa situation géographique (92). Le R.F.M. réproue toute notion d'indépendance malgache car il la sait vouée à un échec certain, soit interne, soit externe,

(90) Cf. SPACENSKY (A.) : *Madagascar cinquante ans de vie politique*, Paris, Nouvelles Editions Latines, 1970, p. 104.

(91) Le directeur de ce journal, le docteur Rasamoely Lala, était lui aussi parmi les fondateurs du P.D.M. avec Gabriel Razafintsalama. Mais par la suite, ils entrent en désaccord, le premier reprochant au second des positions trop modérées.

(92) Le journal fait allusion aux Etats-Unis et surtout à l'Union Soviétique qui seraient prêts à dominer le pays si celui-ci sort de l'orbite française. L'importance géographique et stratégique du pays ne lui échappe pas.

menant à une aventure mortelle qu'il serait malhonnête de favoriser» (93). Une telle déclaration rejette clairement l'idée d'indépendance et insiste plutôt sur la nécessité de préserver l'unité de l'ancien empire français. Notre journal manifeste donc bien son attachement à la France et se sépare ainsi, une fois encore, de la majorité des nationalistes malgaches.

Cependant l'évolution de la situation politique dans les territoires d'Outre-Mer suit son cours, et même s'accélère. Le contexte international s'y prête. L'insurrection algérienne qui débute en novembre 1954. «la rapidité de l'évolution politique dans l'Afrique d'expression anglaise (94) et la pression de l'O.N.U. en faveur d'un régime plus libéral pour les territoires associés sont autant de facteurs dont l'influence cumulée conduit des gouvernements français à sortir de l'immobilisme en Afrique Noire» (95). Une nouvelle politique s'annonce ainsi dans l'Union Française, sous la pression des événements.

2. *NY FANDROSOAM-BAOVAO DE 1956 à 1959 : L'ADHESION AUX NOUVELLES INSTITUTIONS.*

Le contexte international auquel s'ajoutent les revendications de plus en plus véhémentes des nationalistes africains et malgaches en faveur d'une plus grande autonomie obligent donc la France à jeter du lest. La nouvelle orientation de sa politique se manifeste en 1955 par une réforme des institutions au Togo (96). En outre, la loi sur les municipalités votée le 18 novembre 1955 institue le suffrage universel et le collège unique, et crée à Madagascar un certain nombre de communes de plein exercice. Mais l'innovation la plus lourde de conséquences est la Loi-Cadre. Due à l'initiative des socialistes — au pouvoir en France à partir de février 1956 avec le « Front républicain » — et du ministre de la France d'Outre-Mer Gaston Defferre en particulier, la Loi-Cadre est votée à l'Assemblée Nationale le 23 juin 1956. Elle réalise dans les territoires d'outre-mer une plus grande autonomie administrative. Le suffrage universel et le collège unique sont étendus à l'élection des assemblées locales tandis que les compétences de ces dernières se trouvent élargies par l'attribution de pouvoirs délibérants. Au niveau des provinces (97), les décrets d'application de la Loi-

(93) *Ny Fandrosoam-Baovao* : « Le Regroupement Fédéraliste de Madagascar » N° 506 du 9 septembre 1955.

(94) En Gold Coast, une constitution promulguée en décembre 1950 accorde aux autochtones l'autonomie tandis que Nkrumah devient premier ministre. De même la constitution Macpherson de 1951 introduit des réformes très libérales au Nigéria.

(95) CARMOY (G. de) : Les politiques étrangères de la France 1944-1966, Paris, La Table Ronde 1967, p. 219.

(96) La Loi du 16 avril élargit les pouvoirs de l'Assemblée territoriale de ce pays, et crée un Conseil de gouvernement où les autochtones sont représentés et participent ainsi à l'exercice du pouvoir exécutif.

(97) Elles sont au nombre de 6 et non plus de 5, avec la création de la province de Diégo-Suarez.

Cadre pris en février et mars 1957 permettent la création d'un Conseil provincial constituant avec le chef de province l'organe exécutif. La compétence de l'Assemblée provinciale dépasse les seules questions administratives pour atteindre les problèmes sociaux relatifs à l'enseignement, la santé, etc. et devient donc un organe délibératif. Par contre, le rôle des organes centraux se trouve diminué relativement. L'exécutif est détenu par le Haut-commissaire et le Conseil de gouvernement tandis que l'Assemblée représentative est un organe délibératif. Ils reçoivent des attributions nouvelles mais ne jouent qu'un rôle de coordination vis-à-vis des provinces. En tout cas, de l'aveu même de son auteur, Gaston Defferre, à l'Assemblée provinciale de Fianarantsoa, « si les institutions créées pour la grande Ile tenaient compte de l'indéniable unité du territoire et de la solidarité de ses différentes régions, elles faisaient également une très grande place à la personnalité des provinces » (98).

a) **La Loi-Cadre : une porte entr'ouverte sur l'autonomie**

La Loi-Cadre est diversement accueillie par les communautés et les groupes politiques malgaches (99). *Ny Fandrosoam-Baovao* manifeste aussitôt son enthousiasme. Ce journal qui s'est le plus souvent appuyé sur la seule légalité, en exprimant sa confiance vis-à-vis de la métropole, pense que cette loi traduit la volonté du gouvernement français de réaliser ses promesses, c'est-à-dire de conduire les anciennes colonies vers l'autonomie et l'indépendance. Aussi expose-t-il les avantages que présente la Loi-Cadre pour le peuple malgache. « Elle ouvre à celui-ci la porte menant à la prise en main de ses affaires nationales. Sans le moindre coup de fusil, sans aucune effusion de sang, on a donné aux Malgaches les moyens d'apprendre à être autonomes, à diriger leurs propres affaires » (100). Les revendications pacifiques, utilisant les voies légales peuvent ainsi porter leur fruit. La Loi-Cadre est une mesure positive, une étape vers l'autonomie et l'indépendance, celles-ci ne pouvant être acquises que de manière progressive car les Malgaches doivent encore s'exercer à prendre des responsabilités.

Aussi *Ny Fandrosoam-Baovao* invite-t-il les Malgaches à adopter une position favorable à la nouvelle institution afin de profiter au maximum des avantages

(98) P.V. de la session ordinaire de l'Assemblée provinciale de Fianarantsoa du 10 au 16 mai 1957 rapporté par MASSIOT (M.) : « L'administration publique à Madagascar », Paris, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, 1971, p. 414.

(99) LITALIEN (R.) : (*Madagascar 1956-1960. Une étape vers la décolonisation. Etude d'opinion à travers la presse malgache francophone*, Paris, 1975) fournit une vue d'ensemble de l'opinion des habitants de Madagascar vis-à-vis de cette institution. Etant donné que son étude se base avant tout sur la presse francophone, notre travail apporte une contribution à la connaissance de l'opinion de la presse de langue malgache, en partie examinée par Raymonde Litalien cependant grâce aux revues de presse. L'opinion du *Fandrosoam-Baovao* n'y apparaît que de manière sporadique, néanmoins.

(100) *Ny Fandrosoam-Baovao* : N° 547 du 29 juin 1956.

que celle-ci leur offre. En effet, la Loi-Cadre leur permet non seulement de participer aux élections grâce au suffrage universel et de siéger dans des assemblées au pouvoir délibérant mais encore d'occuper des postes de responsabilités dans l'administration, car « en vue d'africaniser les cadres, des facilités d'accès à tous les échelons de la fonction publique seraient donnés aux citoyens autochtones » (101). Les Malgaches voient donc s'ouvrir à eux des fonctions qui leur étaient jusque-là inaccessibles, ce qui contribuera à former les cadres techniques du futur Etat malgache. « Nous espérons, et c'est légitime, que par l'application de cette loi, on confiera aux Malgaches toutes les responsabilités que les services territoriaux doivent assumer (102). Si certains postes ne peuvent encore être détenus par des Malgaches, ils resteraient à des Français, mais il faudrait que leurs adjoints soient des autochtones pour que ces derniers puissent prendre la direction dès que possible » (103). Le journal se croit d'autant plus obligé de travailler dans ce sens que bon nombre de politiciens malgaches se montrent d'abord sceptiques, voire défavorables à cette loi. Ils la trouvent insuffisante car elle n'apporte pas le statut souhaité et revendiqué. Arsène Ramahazomanana du *Gazetin'ny Malagasy* en particulier, sans formuler d'attaque directe contre la Loi-Cadre pense que « le gouvernement français ne semble pas du tout prêt à accorder l'indépendance tant qu'il peut trouver le moyen d'agir autrement » (104). Les adversaires de la loi font remarquer qu'elle a été adoptée sans consultation des premiers concernés, c'est-à-dire les peuples africains et malgache. Ils s'efforcent aussi de démontrer ses défauts, la surnomment « Lalàna gadra » (Loi-chaîne) donc, qui enchaînerait à jamais les Malgaches, enterrant ainsi toute idée d'indépendance (105). Devant cette vague d'hostilité, notre journal invite les politiciens à s'unir, à réfléchir sur les modalités d'application de la loi afin de formuler des propositions concrètes positives. Se servir des dispositions de cette loi, « c'est préparer le pays à recevoir l'indépendance,

(101) GRIMAL (H.) : *La décolonisation*, Paris, Armand Colin, 1965, p. 348.

(102) L'Assemblée Représentative règlemente les problèmes relatifs à l'élevage, le conditionnement des produits, la circulation routière, le tourisme...

(103) *Ny Fandrosoam-Baovao* : « Des gens capables et prêts à travailler », N° 554 du 24 août 1956.

(104) *Ny gazetin'ny Malagasy* N° 368 du 18 juillet 1956.

(105) L'équipe de communistes se montre moins intransigeante. Tout en pensant que la Loi-Cadre n'est pas l'idéal, elle incite les politiciens à l'accepter comme instrument de lutte. En outre, la nouvelle institution trouve des adeptes enthousiastes dans les membres du PADESM, qui n'a cessé de témoigner son attachement à la France. L'aile gauche de ce parti, (dissout en 1956), dirigée par Philibert Tsiranana crée le Parti Social Démocrate en décembre 1956. Le P.S.D. qui bénéficie de la bienveillance sinon de l'aide directe de l'administration française se répand rapidement dans tout le pays. Faisant preuve d'un nationalisme modéré, il approuve la Loi-Cadre et se prononce pour une indépendance à plus ou moins long terme. C'est ce parti qui, nous le savons, fournira le personnel politique de la Première République malgache.

alors que nous perdons notre temps à discuter sur notre droit à l'indépendance, à nous accuser mutuellement, alors que nous devons aujourd'hui voir calmement comment nous allons nous hisser à la hauteur des responsabilités qu'on va mettre sur nos épaules (106).

Cependant cet accueil favorable n'est pas sans condition. *Ny Fandrosoam-Baovao* ne manque pas d'affirmer son avis sur l'application de cette loi. Il s'efforce de présenter des propositions constructives au gouvernement français (107). Un point dans les nouvelles institutions semble l'inquiéter quelque peu : l'existence de conseils provinciaux pourvus de pouvoirs délibératifs (108). Exprimant son souci de préserver l'unité nationale, il pense qu'une telle création risque de faire resurgir l'idée de fédéralisme dans le pays, ce qui entraînerait la division entre Malgaches suivant les différentes ethnies, si chaque province est dotée de larges pouvoirs. Aussi propose-t-il la restriction de la compétence des organes délibératifs provinciaux au profit de celle du Conseil de gouvernement, où seraient représentées les différentes ethnies. « Alors les différentes ethnies de Madagascar seraient plus proches les unes des autres, sentimentalement et dans la manière de penser. En effet, ce ne sera plus une ethnies qui dirigera les affaires générales, mais la plupart d'entre elles. Les leçons qu'on tirera de cette expérience seront fructueuses car il y aura des gens de la côte qui seront responsables d'affaires concernant les habitants des Hautes terres ; et parmi ces derniers, il y en aura qui s'occuperont des services relatifs à la côte » (109).

Une telle conception de la prise en main du pouvoir et de l'unité nationale est plus qu'opportune d'autant que bon nombre de notables originaires des régions côtières et groupés au sein du PADESM se sont adaptés à la conjoncture politique nouvelle et sont prêts à s'intégrer dans le nouveau système. C'est le cas de Philibert Tsiranana, fondateur du Parti Social Démocrate, et de son équipe, qui formaient l'aile marchante du PADESM. Lorsque ce parti éclate au début de l'année 1956, la tendance dynamique animée par Philibert Tsiranana se prononce pour le collège unique, pour l'autonomie et même l'indépendance

(106) *Ny Fandrosoam-Baovao* : « Sommes-nous prêts ? » N° 558 du 28 septembre 1956.

(107) Remarquons cependant le caractère modéré de ces remarques formulées par notre journal et surtout le ton qu'il ne cesse d'adopter. Son devoir, pense-t-il, est de donner des conseils au gouvernement. « Celui-ci les écoute, tant mieux ; il n'en tient pas compte, nous avons accompli notre devoir ». (*Ny Fandrosoam-Baovao* N° 555 du 31 août 1956).

(108) Les politiciens malgaches favorables à l'indépendance sont hostiles, depuis 1945, à toute division du pays en provinces car ils y voient une « balkanisation » du peuple malgache. Leur crainte n'est pas injustifiée dans la mesure où en 1948, il était effectivement question de faire de Madagascar une fédération d'Etats.

(109) *Ny Fandrosoam-Baovao* N° 549 du 13 juillet 1956.

de Madagascar à plus ou moins long terme. Elle se montre prête à collaborer avec les nationalistes merina. Elle est accueillie avec d'autant plus de faveur par l'équipe de notre journal que celle-ci cherche « un rapprochement tactique avec le PADESM en vue de barrer la route aux extrémistes et aux communistes » (110). Aussi, *Ny Fandrosoam-Baovao* est-il un des rares journaux favorables à l'indépendance qui ne condamnent pas la création du P.S.D. Les autres y voient une volonté de recréer le PADESM et de diviser les Malgaches alors que pour notre journal il faut « les laisser créer un parti comme bon leur semble. Lorsqu'ils pourront en créer un, il faudra les inviter à collaborer avec nous » (111). C'est ce que va faire effectivement Gabriel Razafintsalama, avec son équipe et des journalistes favorables à la colonisation comme Razafitrimo Gabriel (112). Ils collaborent avec le P.S.D. à partir de 1957 et étant donné les bonnes relations qu'ils ont toujours entretenues avec l'administration coloniale, ils se trouvent parmi ceux qui vont constituer le personnel politique du pays avec la réalisation des principes énoncés dans la Loi-Cadre.

Mais, pour que la Loi-Cadre puisse fonctionner convenablement, *Ny Fandrosoam-Baovao* voudrait qu'elle soit appliquée le plus rapidement possible. En effet, « elle paraît d'une hardiesse extrême vue de Paris, tandis que dès avant son entrée en vigueur, certains en Afrique Noire l'estiment encore insuffisante » (113). D'autre part, pour qu'elle soit efficace, une épuration s'impose parmi les fonctionnaires — métropolitains et malgaches — qui vont l'appliquer. Concernant les premiers d'abord, il se rend compte qu'en général la mentalité des responsables administratifs français n'a guère changé depuis 1945. Beaucoup continuent à ne considérer les Malgaches que comme des sujets, des irresponsables qu'il faut toujours guider et qui ne devraient bénéficier d'aucun droit politique. Ils ne conçoivent d'autre statut pour Madagascar que celui de colonie française. Les fonctionnaires français qui ont une telle mentalité devraient être remplacés. Mais parmi les fonctionnaires malgaches aussi, certains doivent être démis de leurs fonctions car ils nuiraient à l'application de la Loi-Cadre. Parmi eux, « beaucoup sont dans l'inquiétude et ne dorment plus depuis quelque temps parce qu'ils craignent que la Loi-Cadre n'apporte un nouveau genre de contrôle pouvant mettre fin à leurs petites combines coutumières. Parmi ces gens, il y en a qui ne souhaitent qu'une chose : le statu quo » (114). Cependant, à part ces quelques appréhensions et remarques, *Ny Fandrosoam-Baovao* ap-

(110) SPACENSKY (A.), *op. cit.*, p. 110.

(111) *Ny Fandrosoam-Baovao* N° 571 du 21 décembre 1956.

(112) Gabriel Razafitrimo, directeur de la publication du *Madagasikara Rahaampitso*, devient sénateur P.S.D. sous la Première République et occupe ce poste jusqu'en 1972.

(113) *Le Monde* du 21 juin 1956 rapporté par *Ny Fandrosoam-Baovao* : « La Loi-Cadre pour être efficace devra être rapidement appliquée », N° 547 du 29 juin 1956.

(114) *Ny Fandrosoam-Baovao* : « Epuration » N° 565 du 9 novembre 1956.

prouve largement la Loi-Cadre et participe activement à la vie politique qui prend un nouveau départ.

b) **Une vie politique active :**

L'application de la Loi-Cadre amène un réveil de la vie politique dans le pays. L'échiquier politique comprend les anciens partis et les grandes formations traditionnelles, mais il s'élargit à d'autres groupes d'influence comme la mission catholique. Le personnel politique s'en trouve d'autant plus diversifié. Se créent aussi à partir de 1956 (115) en vue des diverses élections consécutives à l'application de la Loi-Cadre (116), des comités électoraux et un grand nombre de partis politiques. « L'instauration régionale d'une semi-autonomie assignait à l'activité de ceux-ci des objectifs immédiats précis : le succès aux élections et l'accession au pouvoir » (117). Il s'en crée non seulement dans la capitale mais encore dans toutes les villes de province dont le poids se fait de plus en plus sentir grâce aux nouvelles institutions qui dotent les provinces de responsabilités politiques. De même l'instauration du suffrage universel permet la participation de tous les Malgaches aux élections, faisant jouer, plus qu'auparavant, les opinions des habitants des régions côtières (118).

C'est d'abord lors des élections municipales du 18 novembre 1956 que se manifeste cette intense activité politique. Ces élections sont d'autant plus importantes pour les politiciens malgaches que le maire est désormais élu (119). La question est d'abord de savoir s'ils vont constituer des listes communes avec des Français ou non. Si bon nombre de journaux antananariviens optent pour des listes séparées, *Ny Fandrosoam-Baovao* insiste sur l'opportunité de faire liste commune avec les Français. L'obligation d'une collaboration avec ces derniers est maintes fois démontrée par notre journal. Il ne faut pas exclure tous les Français en bloc. Certains reconnaissent la nécessité d'accorder une plus grande autonomie à Madagascar et ne doivent donc pas être rejetés. Ces élections municipales sont fortement politisées : l'expérience des communes de plein exercice représente un test pour les Malgaches qui font l'apprentissage de la gestion de leurs propres affaires. Mais en plus, « toute la campagne élec-

(115) La campagne de propagande pour les élections législatives du 2 janvier 1956 voit déjà la création de nombreux comités électoraux.

(116) Il y a en particulier les élections municipales du 18 novembre 1956, celles des Assemblées provinciales le 31 mars 1957, puis celle des membres de l'Assemblée représentative (par les membres de ces dernières), puis du Conseil de gouvernement, le 27 mai 1957.

(117) ANDRIANARAHINJAKA (L.X.M.) : « Les partis politiques malgaches » in *Lumière* du N° 1251 de février 1960.

(118) Les régions côtières sont lésées par le suffrage universel restreint puisqu'elles comportent beaucoup d'analphabètes (qui ne pouvaient participer aux élections). Les effets de l'instauration du suffrage universel sont cependant atténués par le fait que les élections ne sont toujours pas « libres ».

(119) Jusque là, les conseillers municipaux étaient élus, suivant un double collège et ils étaient dirigés par des administrateurs-maires fonctionnaires.

torale porta volontairement non pas sur les questions municipales mais sur des problèmes politiques nationaux » (120). D'où l'intensité de la propagande électorale et le grand nombre de listes en présence : 51 pour la seule ville d'Antananarivo et donc au moins 5 par section (121).

La prolifération des partis politiques commence dès 1956 (122). Les partis modérés sont constitués d'abord par les anciens membres du P.D.M., le Rassemblement Populaire Malgache (R.P.M.) et le Front National Malgache (F.N.M.). Le clergé catholique se jette aussi dans la mêlée politique. « Disposant en la personne de Stanislas Rakotonirina, non seulement d'un leader de valeur, mais aussi d'un nationaliste dont le prestige est grand, ils comprennent qu'il faut, pour le préserver de la tentation extrémiste, lui fournir un cadre d'action, à la fois susceptible de satisfaire ses prétentions et de tenir en échec les communistes. Ainsi naît à Antananarivo l'U.J.T., l'Union des Indépendants... » (123). Parmi les partis modérés, il faut ajouter l'Union pour la Défense des Intérêts Malgaches (U.D.I.M.) et le Parti Social Démocrate (P.S.D.) créé par l'aile marchante de l'ancien PADESM.

Tous ces partis prônent l'unité mais ils critiquent fortement le Comité d'Entente et d'Action Politique (C.E.A.P.). Le C.E.A.P. comprend à l'origine à la fois le R.P.M., le F.N.M., l'U.D.I.M. et l'U.P.M. (Union du Peuple Malgache). Mais en octobre 1956, il ne regroupe plus que l'aile gauche du F.N.M. et l'U.P.M. Celle-ci est créée par l'équipe des communistes groupés à l'origine dans le Comité de Solidarité de Madagascar (C.S.M.) et qui s'exprimait par des journaux comme *Tenimiera*, *Lalam-Baovao*, *Imongo Vaovao*. Vu l'anticommunisme notoire qui a régné de tout temps à Madagascar, le C.E.A.P. ne pouvait qu'être attaqué par les autres partis et leurs organes. Parmi ceux-ci, *Ny Fandrosoam-Baovao* pense qu'« il ne faut pas oublier que quelle que soit la volonté d'unité, et quel que soit le désir de collaboration, il y a des gens et des partis avec lesquels on ne peut absolument pas travailler. Ainsi il n'est pas possible aux nationalistes et aux communistes de s'unir pour collaborer. Les chrétiens, protestants ou catholiques, ne peuvent travailler avec les communistes (124).

(120) LITALIEN (R.), *op. cit.*, p. 69.

(121) Il est à remarquer que *Ny Fandrosoam-Baovao* comme la plupart des journaux antananariviens, même de nos jours, relatent surtout la vie politique de la capitale, celle des autres villes n'étant connue que par le biais de rares lettres provenant des lecteurs.

(122) SPACENSKY, (*op. cit.*) donne une description détaillée des principaux partis politiques de l'époque. Nous nous contenterons donc d'une vue générale de l'échiquier politique.

(123) DARSAC (R.) : « Contradictions et partis malgaches », *Revue de l'Action Populaire*, juillet, août 1958, pp. 836-849.

(124) *Ny Fandrosoam-Baovao* : « Qu'y a-t-il d'étonnant ? » N° 561 du 12 octobre 1956.

Ny Fandrosoam-Baovao s'efforce donc, plus qu'auparavant, d'amoindrir l'influence de l'équipe des communistes (125). A la veille des élections municipales, il se livre à une propagande effrénée contre le C.E.A.P. et l'appel que celui-ci lance en faveur de l'union. Pourtant, il déplore la situation politique d'anarchie qui règne dans la capitale : «... étendard de l'anarchie politique et non pas du tout étendard de l'union. Est témoin de cela le grand nombre des listes électorales. On a appelé à l'union mais au contraire, on est en présence du désordre» (126).

Les élections municipales se soldent à Antananarivo par la victoire de l'U.I.T. soutenue par les catholiques. Mais le C.E.A.P. (donc l'U.P.M.) y dispose de 10 sièges sur 37. En outre ce dernier réussit à obtenir une confortable majorité à Antsiranana, à Toliary et à Toamasina. Notre journal se félicite des résultats des élections. Sa première réaction est de remarquer, la «défaite des communistes». «Beaucoup de Malgaches pensaient que c'est vers les communistes qu'allait la sympathie du peuple et que ce sont ces derniers et ceux qui collaboreront avec eux qui auront la majorité. Mais même à Antananarivo, les sympathisants des communistes sont encore peu nombreux, la majorité refuse de collaborer avec eux» (127). Quant à l'accès des «Indépendants» à la municipalité et surtout l'élection de leur chef de file, Stanislas Rakotonirina, au poste de maire d'Antananarivo, notre journal l'accueille avec enthousiasme. Il y voit une réalisation des aspirations des Malgaches et la fin du colonialisme. «L'élection de Stanislas Rakotonirina constitue le summum du progrès car c'est le *fokonolona* (128), le peuple qui décide de ce qui va le conduire vers le progrès et vers le bonheur» (129).

Pour *Ny Fandrosoam-Baovao*, il s'agit à ce niveau d'un régime «populaire». Le *vahoaka* (peuple) c'est, pour lui, la population malgache en général, sans distinction de couches ou de classes sociales. Du moment que ce sont des Malgaches et non plus des Français qui prennent les décisions, il considère que c'est la fin du régime colonial et que les Malgaches dans leur ensemble vont bénéficier de la situation nouvelle. Cette conception de l'autonomie ou de l'indépendance tendant à faire croire que la fin du régime colonial signifie aussi la fin des souffrances et l'avènement du progrès et du bonheur pour les Malgaches est largement répandue chez les nationalistes. L'émancipation n'est

(125) Celle-ci s'efforce pourtant de se rapprocher des autres partisans de l'indépendance et fait taire toute propagande communiste.

(126) *Ny Fandrosoam-Baovao* : « L'étendard est levé », N° 565 du 9 novembre 1956.

(127) *Ny Fandrosoam-Baovao* N° 567 du 23 novembre 1956.

(128) Institution existant en Imerina depuis le XVIII^{ème} siècle reprise sous d'autres formes par la colonisation, et qui regroupe les habitants d'un même village à l'origine.

(129) *Ny Fandrosoam-Baovao* : « La capitale de Madagascar dirigée par le peuple », N° 568 du novembre 1956

souvent envisagée que sous cet angle, sans aucune analyse de classe, souvent sans que l'on envisage les responsabilités et les difficultés que le nouveau statut suppose. Mais déjà, les préoccupations des politiciens se tournent vers les futures élections aux assemblées provinciales, qui ont lieu le 31 mars 1957.

Les élections provinciales sont capitales pour les Malgaches en général qui « eurent le sentiment de marquer le destin de leur pays » (130) et pour les différentes formations politiques en particulier. Des résultats dépendaient, en effet, l'avenir de ces formations, leur participation aux nouvelles institutions ou, au contraire, leur éviction. L'on pouvait alors dénombrer 27 partis dans le pays. Cependant, « on se tromperait gravement en prenant les partis malgaches pour des formations analogues aux partis métropolitains. Ils sont engouement ou clientèle autour d'un homme. Leur affrontement est jeu de personnes, non opposition de doctrine... » (131). Ce sont en effet des partis qui naissent et disparaissent au gré des élections. N'ayant aucune base populaire et ne reposant sur aucune assise idéologique – l'U.P.M. d'inspiration marxiste mise à part – ils ne présentent aux élections qu'un programme hâtivement élaboré pour les besoins de la cause.

Toujours égal à lui même, notre journal appelle à l'union des politiciens nationalistes, mais une union destinée à barrer la route aux communistes. « Ce qu'il aurait fallu, c'est qu'il n'y ait pas de communistes à Madagascar. Mais les anticommunistes sont divisés. Il faudrait s'arranger et former un bloc compact sinon les élections seront emportées par les communistes qui, eux sont unis » (132). Mais lors de ces élections provinciales encore, il doit déplorer l'extrême division des politiciens et même le caractère nocif des partis politiques de l'époque. Non pas qu'il se prononce contre les partis dans l'absolu mais il reconnaît que leurs activités depuis 1956 sont purement stériles, voire nuisibles à la cause du nationalisme. Ces partis ne sont utilisés par les politiciens que comme un tremplin pour obtenir des sièges dans les assemblées. Aussi dénonce-t-il le grand nombre de candidats à ces élections. « Ceux qui n'ont pas été élus à la Chambre de Commerce, veulent redresser leur défaite pendant les municipales. Les candidats malheureux de ces élections persévèrent et tentent à nouveau leurs chances aux provinciales. Et ceux qui ont été élus se plaisent tellement sur les sièges qu'ils se présentent à nouveau. Aucun d'entre eux n'est satisfait des responsabilités qui lui ont été assignées... Il y en a qui ne ratent aucune élection et qui se portent toujours candidats... » (133). Cet engouement pour les élections amène les candidats et leurs supporters à de violentes campagnes de polémique. Les membres de l'U.P.M. constitué, bien entendu, la première cible des catholiques comme des poli-

(130) LITALIEN (R.), *op. cit.*, p. 82.

(131) LE BRUNKERIS (G.) : « Madagascar à l'heure de la Loi-Cadre ». *Marchés Tropicaux*, novembre 1957.

(132) *Ny Fandrosoam-Baovao* N° 572 du 4 janvier 1957.

(133) *Ny Fandrosoam-Baovao* N° 583 du 22 mars 1957.

ticiens modérés. Mais les critiques acerbes atteignent tous les concurrents en général, ce qui exclut toute possibilité d'entente et d'union.

Les élections amènent dans les Assemblées provinciales des éléments nationalistes modérés et se soldent ainsi par l'échec des partisans du C.E.A.P. (134). Elles constituent une victoire remarquable pour le P.S.D. dans la province de Mahajanga. A Antananarivo, les « Indépendants » obtiennent 27 sièges sur 40. Mais *Ny Fandrosoam-Baovao* en est moins satisfait que lors des élections municipales. Il se réjouit bien entendu, de ce que le C.E.A.P. n'ait obtenu que 50 000 voix sur 350 000 environ (135). Cependant il constate amèrement que l'absence d'union a coûté cher aux politiciens : elle a permis aux « Indépendants » de gagner la majorité des sièges à l'Assemblée provinciale. « Ce ne sont pas les indépendants qui ont obtenu le plus de voix pendant ces élections du 31 mars. Mais à cause de l'extrême division qui régnait dans les rangs des autres politiciens, ce sont eux qui ont pu obtenir le plus de sièges dans l'Assemblée provinciale d'Antananarivo... Les conséquences de l'incapacité à l'union crévent les yeux » (136).

Gabriel Razafintsalama ne critique pas ouvertement le parti victorieux aux élections. Cependant il démontre que ces « Indépendants » ne sont pas aussi « indépendants » qu'ils le proclament. Ils sont, en réalité, appuyés et soutenus par l'église catholique, à laquelle il reproche son ingérence dans la vie politique. Et l'on perçoit bien qu'il n'approuve pas particulièrement leur succès à l'Assemblée provinciale : « *nobodoin'ny Tsy Miankina ny toerana* » écrit-il (137). Stanislas Rakotonirina, le chef de file des « Indépendants » devient vice-président du Conseil de la province d'Antananarivo et se trouve aussi élu à l'Assemblée Représentative. Dissensions idéologiques entre politiciens ? entre leader catholique et leader protestant ? Il est vrai que leurs partisans respectifs se recrutent dans des milieux sociaux différents : si Gabriel Razafintsalama peut surtout compter sur les couches sociales aisées de la capitale, Stanislas Rakotonirina s'appuie plutôt sur les habitants des quartiers populaires, encadrés par l'église catholique. « L'U.I.T., dès le départ est trop marquée ; son caractère populaire heurte la bourgeoisie... » (138). Cependant, nous le verrons, Gabriel Razafintsalama n'est pas éliminé des nouvelles institutions pour toujours. Favo-

(134) Il obtient cependant 28 sièges à Antsiranana et 22 à Toamasina.

(135) Notre journal ne fait aucune allusion aux fraudes électorales, que les organes du C.E.A.P., *Imongo-Vaovao* et *Fifanampiana* ont toujours dénoncées avec véhémence.

(136) *Ny Fandrosoam-Baovao* N° 591 du 14 mai 1957.

(137) C'est-à-dire les « Indépendants » ont ravi tous les sièges (traduction libre). *Ny Fandrosoam-Baovao* N° 591 du 14 mai 1957.

(138) DARSAC (R.), *art. cit.*, p. 847.

table dès le début à la Loi-Cadre, il aura sa place dans le gouvernement provincial avec l'élimination de Stanislas Rakotonirina (139).

Cependant avant cela, au lendemain des élections, *Ny Fandrosoam-Baovao* rappelle leurs responsabilités aux élus : la nécessité de faire taire toute divergence, toute considération partisane devant les intérêts supérieurs de la nation. Ils devraient collaborer et toujours essayer de s'arranger pour trouver des solutions communes aux problèmes.

Des critiques à l'encontre des autres politiciens malgaches, élus ou non, communistes ou non. Mais en tout cas, aucune à l'encontre des nouvelles institutions, aucune non plus contre les pratiques de l'administration : le Haut-commissaire André Soucaudaux avait proclamé que ces élections législatives seraient libres. Pourtant « les preuves ont été données en fait à la population que les paroles des ministres et des Hauts-commissaires sont de purs mensonges... Si les listes Razafitrimo ont été élues dans le district de Miariarivo, ce n'est pas qu'elles sont aimées des gens mais que ces derniers ont dû obéir aux directives des gendarmes » (140). Ces élections législatives n'ont pas été libres en fait, comme le soulignent les journaux nationalistes de l'époque. Seul, notre journal – avec les organes du P.S.D. – ferme les yeux sur ces irrégularités. L'on remarque d'ailleurs, que petit à petit il s'éloigne de la majorité des politiciens antananariviens pour se rapprocher de l'administration française et de ceux qui sont parvenus au pouvoir. Fervent défenseur de la Loi-Cadre, il applaudit à la formation du premier gouvernement malgache.

- la formation du premier gouvernement

À la fin du mois de mai 1957, lors de la réunion de l'Assemblée Représentative, elle consacre une fois de plus la victoire des modérés (141), et l'élimination des « Indépendants », qui ne réussissent à obtenir aucun poste ministériel. Pour la plupart des politiciens et journalistes de la capitale, la formation de ce premier gouvernement ne saurait résoudre le problème politique et l'application de la Loi-Cadre risque d'être le tombeau de l'indépendance qu'ils réclament depuis longtemps. « Les journalistes et le peuple malgache tout entier sont inquiets : ils ont peur que cette Loi-Cadre ne fasse renoncer à jamais à l'indépendance » (142). Aussi mettent-ils en garde l'État français contre la confiance qu'il peut témoigner à l'égard de ces « fantoches qu'il a mis en place pour

(139) Cela se produit après le référendum de septembre 1958 où Stanislas Rakotonirina, avec la majorité de l'U.I.T., avait fait voter pour le « non ».

(140) *Gazetin'ny Malagasy* N° 406 du 17 avril 1957.

(141) Ces ministres furent : Philibert Tsiranana, vice-président du Conseil ; Alfred Ramangasoavina, ministre des Finances ; Paul Languet, ministre de l'Économie ; Gervais Randrianasolo, ministre de la Production ; Justin Bezaka, ministre de l'Équipement ; Alexis Bezara, ministre de la Santé publique ; André Resampa, ministre de l'Éducation et de la Jeunesse ; Philibert Raondry, ministre de la Fonction publique.

(142) *Gazetin'ny Malagasy* : « Les journalistes, le ministre [Gaston Defferre] et la Loi-Cadre » N° 409 du 8 mai 1957.

s'opposer à l'aspiration du peuple» (143). *Ny Fandrosoam-Baovao*, par contre, ne cesse de se féliciter de la situation du pays : il salue d'abord la formation de ce premier gouvernement comme étant un pas vers la prise du pouvoir et des responsabilités par les Malgaches, ne percevant ainsi ou ne voulant percevoir que l'aspect extérieur de la situation. D'ailleurs n'a-t-il pas ses raisons de se réjouir, puisque ceux qu'il considère comme les ennemis de l'indépendance – les communistes et les « Indépendants » – se trouvent éliminés de ce gouvernement ? Pour notre journal, c'est l'indépendance qui est en marche puisque les Assemblées provinciales, l'Assemblée Représentative ainsi que le gouvernement malgache sont dotés de pouvoirs étendus, d'après lui, et que « l'Etat français n'a jamais contredit ni refusé les décisions des Assemblées provinciales et de l'Assemblée Représentative » (144).

Cette attitude laudative du *Fandrosoam-Baovao* vis-à-vis de la loi-Cadre se précise encore lorsque certains services de l'administration du pays sont confiés à des Malgaches : en juin 1957 le docteur Radaody-Ralarosy devient directeur de la coordination des services de Santé tandis qu'Edouard Ralaimihoatra se voit attribuer le poste de directeur-adjoint du service de l'Information en juillet 1957. « Les Malgaches diplômés commencent, comme nous le voyons, à prendre, les places qu'ils méritent. Nous devons nous en réjouir » (145). Et pour notre journal, c'est déjà le début de l'indépendance dans la mesure où les intellectuels malgaches se voient confier des responsabilités dignes de leur savoir. Il a toujours fait remarquer, en effet, le rôle capital que devraient jouer les intellectuels malgaches dans la direction des affaires du pays. Ils devraient occuper non seulement les postes techniques mais aussi les postes politiques comme ceux de premier ministre ou de ministre, ce qui limiterait sensiblement le recrutement de ces derniers.

La position favorable du *Fandrosoam-Baovao* au nouveau gouvernement est encore consolidée quand, après la tenue du premier congrès du P.S.D., à Mahajanga au début du mois d'août 1957, il accepte d'être supervisé par le « Comité de Coordination de la Presse ». Celui-ci, créé en novembre 1957, contrôle le contenu des journaux favorables au régime, dont les organes du P.S.D. *La République* (146), *Ny Ady Tsara* (147), *Ny Antsika* (148) et *Ny*

(143) *Gazetin'ny Malagasy* N° 426 du 4 septembre 1957.

(144) *Ny Fandrosoam-Baovao* N° 599 du 12 juillet 1957.

(145) *Ny Fandrosoam-Baovao* : « On reconnaît l'arbre à ses fruits » N° 598 du 5 juillet 1957.

(146) Hebdomadaire de langue française paraissant de novembre 1957 à 1972.

(147) « *Le Bon Combat* » paraît de novembre 1957 à janvier 1958.

(148) « *Les Nôtres* », organe de l'ACIMCO à l'origine paraît de 1951 à 1957.

Fandrosoam-Baovao et *Mahiratra* (149). Dès lors, notre journal se sépare complètement et définitivement de ses anciens compagnons de lutte qu'étaient les autres journaux nationalistes antananariviens. Il n'est plus alors que le porte-parole du gouvernement en place, approuvant tout ce que ce dernier décide et critiquant violemment les autres journaux et formations politiques qui s'attaquent à la Loi-Cadre, au gouvernement et qui vont faire la propagande du « non » au référendum du 28 septembre 1958.

- *Le congrès de Toamasina* (2 - 3 - 4 mai 1958)

Une large partie de l'opinion, en effet, n'était pas du tout satisfaite des résultats de l'application de la Loi-Cadre, loi dont elle n'espérait rien de positif pour l'indépendance. Ainsi, « déçus d'une Loi-Cadre bien en retard sur les besoins, déçus des nouveaux chefs incapables d'apporter une amélioration sensible aux problèmes, déçus des lenteurs et tergiversations de la métropole, les nationalistes, qu'on pouvait qualifier d'extrémistes, se regroupèrent, s'organisèrent et... élaborèrent un véritable programme de décolonisation » (150). A l'initiative de l'U.N.I.U.M. (Union Nationale des Intellectuels et Universitaires Malgaches), les représentants de 10 partis politiques (151) et de 34 journaux de tout Madagascar tinrent alors un congrès à Toamasina les 2, 3 et 4 mai 1958. Les résolutions finales du congrès témoignent bien de la volonté des partis politiques malgaches d'accéder à l'indépendance. Ils se prononcent pour une République malgache unitaire et démocratique. Cependant la proclamation de l'indépendance ne signifie pas la coupure totale, avec les Français.

« *Madagasikara dia hanisy fifandraisana amin'ny Frantsa. Izany fifandraisana izany kosa dia hodinihina raha vao azon'ny Madagasikara ny fahaleovanteny, ka ny Fanjakana Malagasy mitondra ny firenena no hanao sy hanapaka izany fifandraisana izany* » (152).

Quant à la voie menant à l'indépendance, le congrès opte pour la voie pacifique. Les intérêts communs ou réciproques des Français et des Malgaches devront être discutés dans le cadre d'une conférence de la table ronde à laquelle participeront les parlementaires malgaches, afin d'obtenir l'indépendance du pays.

(149) « *Le Lucide* » paraît de mars 1957 à juillet 1959. Pour tous ces renseignements, cf. SPACENSKY, *op. cit.*, p. 237.

(150) LITALIEN (R.), *op. cit.*, p. 141.

(151) Seuls les partis au pouvoir, le P.S.D. et l'U.D.S.M. n'envoyèrent pas de représentants à ce congrès.

(152) *Kongresin'ny Fahaleovanteny'ny Madagasikara tao Toamasina, 2-3-4 mai 1958*. Brochure publiée par le bureau de la Délégation Permanente. Traduction : « Madagascar établira des relations avec la France. La nature de ces relations sera envisagée une fois l'indépendance acquise. C'est le gouvernement malgache, qui dirigera le pays, qui établira et décidera de ces relations ».

Notre journal, en fidèle adepte de la politique gouvernementale, ne répondit pas à l'invitation d'assister au congrès. Il se contente dans un premier temps de relater le déroulement du congrès et de défendre les idées du gouvernement, qu'il fait siennes sur l'indépendance du pays. Ses idées n'ont guère changé depuis 1945 : besoin de rester dans l'orbite française, nécessité d'une indépendance progressive. Il pense donc que, dans l'immédiat, il serait prématuré pour le pays d'obtenir l'indépendance dans tous les domaines. Madagascar n'en a pas les moyens :

« Il faut donner à Madagascar ses droits d'Etat indépendant pour qu'il puisse prendre en main la direction de ses affaires intérieures... Mais pour maintenir les relations avec la France, il faudrait que celle-ci continue à s'occuper de la défense nationale, des affaires extérieures et des relations diplomatiques... Quel que soit notre désir d'indépendance, nous ne devons pas nous vanter de ce que nous n'avons pas. Avec quoi, nous Malgaches, irons-nous acheter des navires de guerre, des avions, des tanks ? Avec quoi irons-nous approvisionner l'armée ?... Pour le moment, c'est cette indépendance avec des restrictions et montrant les liens avec la métropole que le gouvernement français pourra accepter... » (153).

Etre réaliste, ne demander que ce que la France peut concéder. La position de notre journal sur l'indépendance diffère donc sensiblement de celle des congressistes de Toamasina (154). S'il n'émet aucun commentaire juste après la tenue du congrès, en juin et juillet 1958, il se fait le porte-parole du P.S.D. et de l'U.D.S.M., pour critiquer ouvertement les opposants au régime et le congrès de Toamasina. Comme principaux arguments contre celui-ci : le tribalisme et l'éternel anticommunisme. Pour Zafimahova de l'U.D.S.M. (155), le congrès « perdait totalement le caractère de congrès « national » que les extrémistes voulaient lui donner ». C'est, pense-t-il, un congrès de Merina seulement. Quant à Tsiranana, il estime que le congrès n'est dû qu'à l'initiative des communistes locaux, inspirés par le parti communiste français. Il ne faut donc lui accorder aucune crédibilité car ce congrès ne refléterait pas du tout l'aspiration des Malgaches dans leur ensemble. « On peut affirmer, ajoute l'auteur de l'article du *Fandrosoam-Baovao* que le congrès de Toamasina a été un congrès organisé par des nationalistes extrémistes, suivis par une très grosse majorité de Merina qui, très minoritaires à l'Assemblée Représentative, ont voulu faire prévaloir à Toamasina leurs idées d'inspiration incontestablement communiste. Les autres habitants de Madagascar n'ont pas du tout approuvé cette manière de voir et n'ont pas voulu se laisser embrigader par les meneurs de l'U.P.M. et de

(153) *Ny Fandrosoam-Baovao* N° 650 du 13 juin 1958.

(154) Il est alors surnommé « Fandisoam-Baovao » (c'est-à-dire celui qui fausse les nouvelles) par ses confrères.

(155) *Ny Fandrosoam-Baovao* : Le Congrès de Tamatave N° 650 du 13 juin 1958.

F.U.N.I.U.M» (156). La séparation du *Fandrosoam-Buovao* et de ses anciens camarades de lutte se manifeste aussi lors du référendum de septembre 1958.

Le référendum du 28 septembre 1958

L'avènement de la Vème République et l'arrivée au pouvoir en France du général De Gaulle (157) accélère l'évolution du statut politique des anciennes colonies françaises. Le référendum qu'il préconise demande à tous les citoyens des T.O.M. de se prononcer pour ou contre la participation de leurs pays à la Communauté (158) et le partage des pouvoirs avec la France. La propagande alla bon train aussi bien pour le «oui» que pour le «non». Le «oui», l'adhésion à la Communauté française donc, trouve ses fervents défenseurs dans l'administration, dans les partis au pouvoir, et dans l'épiscopat de Madagascar au général. Les propagandistes du «non», quant à eux se recrutent parmi les nationalistes qui ont participé au congrès de Toamasina, auxquels s'ajoute le MONIMA (159) fondé après mai 1958 par Monja Jaona, une grande figure du nationalisme malgache, à Toliary.

La plupart des politiciens et des journalistes d'Antananarivo ainsi que leurs collègues de province favorisent l'indépendance immédiate se joignent pour la propagande du «non» (160). Le «non», c'est le refus du colonialisme, avec l'abandon de l'indépendance. «L'ennemi numéro 1, c'est le colonialisme. Il faut travailler pour le supprimer d'urgence. C'est par l'indépendance que le colonialisme sera brisé.» (161). Cette indépendance, toutefois, ne signifie nullement séparation complète de l'ancienne métropole. Le «oui» par contre, estiment les partisans du «non», c'est l'entrée immédiate dans la Communauté. Une fois intégrés dedans, nous ne pourrions en sortir qu'avec l'assentiment de l'Assemblée Nationale française. Nous savons tous cependant (162) que nous ne pourrions rien attendre de cette assemblée... La Communauté se chargera de l'armée, des relations internationales, de l'économie, des transports

(156) *Ny Fandrosoam-Buovao*, art. cit.

(157) Le général De Gaulle vint en visite à Madagascar en août 1958.

(158) Formée par la France et les anciens T.O.M. qui auraient répondu «oui» au référendum.

(159) Mouvement National pour l'Indépendance de Madagascar. Après 1960, le MONIMA devient «Madagascar aux Malgaches».

(160) 25 journaux d'Antananarivo, Toliary, Toamasina en particulier signèrent une convention d'unité d'action en faveur du «non». Remarquons que contrairement à l'ensemble de l'épiscopat malgache, le R.P. Boué de la paroisse populaire d'Isotry ainsi que Rakotonirina Stanislas optent aussi pour le «non».

(161) *Imongo-Vaovao* du 6 août 1958.

(162) Allusion au projet de loi d'abrogation de la loi d'annexion de 1896 déposé à l'Assemblée en 1946 par les parlementaires malgaches Raseta et Ravoahangy.

extérieurs, de la Poste. Dans ce cas-là, de quoi pourrions-nous nous occuper, sinon seulement de la voirie et des marchés» (163).

Notre journal se range, évidemment parmi les ardents défenseurs de l'adhésion de Madagascar à la Communauté française. C'est pour cet intitulé parti du 23 septembre, le journal devient quotidien tandis que son tirage passe de 1000 à 5000 entre aout et octobre 1958. Voter pour le «oui» c'est faire «suffrage en la parole du général De Gaulle qui a promis qu'avec les nouvelles structures, les T.O.M. ne seront plus des colonies. C'est donc tracer une autre forme de relations entre la France et les T.O.M., des relations sur pied d'égalité, des relations qui ne pourront être que bénéfiques pour Madagascar car «les Français et les Malgaches pendant ces derniers 90 ans ont toujours entretenu de bonnes relations (164). Mais l'arme la plus fréquemment utilisée par les partisans du «oui» reste l'anticommunisme. Ils nient donc, comme à propos du congrès de Toamasina, toute velléité des Malgaches de réclamer l'indépendance totale et immédiate puisque le «non» vient des communistes, pensent-ils, les communistes locaux ont suivi les directives reçues de leur maison-mère... (165) Et c'est là que commence l'opposition à la politique d'innovation que le général De Gaulle veut instaurer.

Nous savons que le référendum s'est soldé par la victoire du «oui», qui a obtenu 83 % des suffrages. Les partisans du «non» ont cependant par rallier à leur cause 17 % des votants. Ils sont vaincus «non lors d'élections libres, mais à cause des fraudes électorales» (166). Ils témoignent leur admiration pour la Guinée qui s'est vu attribuer l'indépendance. Ils craignent que la Communauté française ne soit le tombeau où se trouve enjambé à jamais l'indépendance de Madagascar.

Mais après la victoire du «oui», c'est aussi le moment des règlements de compte. Et les premières victimes seront les membres de l'U.L.T. dirigé par Stanislas Rakotonirina, qui ont fait «mal voter» lors du référendum. Ils ont été éliminés de la mairie d'Antananarivo et de l'Assemblée provinciale. Stanislas Rakotonirina lui-même est démis de ses fonctions à l'Assemblée Constituante en octobre 1958 et remplacé par Gabriel Razafinsolana, rédacteur de notre journal. Dès lors, les après critiques que ce dernier lance contre les opposants au régime ne connaissent plus de bornes. Les participants au congrès de Toamasina sont qualifiés de communistes ou de fantoches utilisés par les communistes. Ils sont aussi «*bontsin'ny avonany ny troyan-tanindrazana diso*

(163) *Ny Gazetin'ny Malagasy* : «Nous devons voter pour le «non» si nous réclavons vraiment l'indépendance», N° 487 du 10 septembre 1958

(164) *Ny Fandrosoam-Baovao* : «Parce que... «oui», N° 661 de septembre 1958.

(165) C'est à dire de l'U.R.S.S. mais aussi le parti communiste français.

(166) *Gazetin'ny Malagasy* : «Nous avons dû renoncer à l'indépendance», N° 430 du 1er octobre 1958

lâlana » (167). D'un autre côté, le journal invite le peuple malgache à soutenir le gouvernement en travaillant toujours plus, afin de profiter des avantages procurés par le nouveau statut. En tout cas, Gabriel Razafintsalama, installé dans le régime s'est séparé définitivement des nationalistes, qui ont milité à ses côtés depuis 1945 et qui ont rejoint l'A.K.F.M., le parti du congrès de l'indépendance (168) constituant l'opposition. Sa carrière se termine très vite, à sa mort en juillet 1959, mais sa position était très nette depuis longtemps : se contentant de ce qu'offrait la France sur le statut du pays, il a préféré se rallier au régime P.S.D. et rompre ainsi les rangs des nationalistes.

Ny Fandrosoam-Baovao a occupé une place de choix dans l'histoire de la lutte du peuple malgache pour l'indépendance. Outre sa longévité et le caractère relativement élevé de son tirage, il a toujours été remarqué et qualifié de journal sérieux quant à ses prises de position politiques : fervent défenseur de la charte de San Francisco, il se prononce d'abord contre l'Union Française. Même si, par la suite, il se rallie à cette dernière institution, peu de gens osent encore lui contester le qualificatif de nationaliste. Son directeur-proprétaire, Gabriel Razafintsalama, était estimé par beaucoup de ses contemporains comme un nationaliste, posé, réaliste, qui avait toujours des propositions concrètes à avancer en toutes circonstances et qui considérait la lutte pour l'indépendance comme un devoir sacré qu'il fallait à tout prix mener à bien. Comme disait Gabriel Razafintsambaina (169), « Gabriel Razafintsalama n'avait jamais considéré la politique comme une révolte ou une passion mais comme quelque chose qu'il faut accomplir avec sérénité si l'on ne veut pas être esclave des complexes lucides de la décadence nationale ». Cependant l'évolution qu'il a suivie par la suite est aussi quelque peu exceptionnelle : son réalisme et sa modération ont été tels que, contrairement à la majeure partie des politiciens nationalistes de l'époque, il a adhéré aux nouvelles institutions et s'est rallié à la politique de la Première République. Dès lors, il s'est trouvé isolé de ses anciens compagnons de lutte et fort maltraité par ces derniers. Certains n'allaient-ils pas jusqu'à le qualifier, déjà avant 1956 d'agent de la Sûreté Générale ? D'autres l'ont accusé d'avoir essayé de redresser sa fortune personnelle... Mais il faut faire la part de ses convictions. Ce qui est sûr, c'est que durant toute sa carrière, il n'a cessé de prôner la modération et de penser que seule l'arme de la légalité permettait d'arriver à ses fins.

(167) *Ny Fandrosoam-Baovao* : « Sabotage », N° 667 du 24 octobre 1958. Traduction du passage : gonflés par l'orgueil dû à un nationalisme déplacé.

(168) C'est le cas en particulier de Rasamoely Lala, qui était avec lui au P.D.M. puis au F.N.M.

(169) *Eloge funèbre*, *Ny Fandrosoam-Baovao* N° 702 du 27 juillet 1959.

FAMINTINANA

Taorian' ny ady lehibe faharoa ka hatramin' ny Loi-Cadre (1945-1956), ny tena nahafantarana ny Fandrosoam-Baovao dia ny tolona ho an' ny fahaleovantenan' i Madagasikara izay notarihiny. Nefa, toy ny tamin' ny toetoe-piainany ihany dia miavaka amin'ny ankabeazan'ny gazety tia tanindrazana niseho tamin'izany fotoana izany izy.

Teo anelanelan'ny taona 1945 sy 1947, ny maro tamin'izy ireo, izay nankasiraka ny M.D.R.M. dia niady ny hahazoana ny satan' ny fanjakana afaka ao anatin' ny Firaisana frantsay - rehefa nitaky ny fahaleovantena madio mangarangarana sy miaraka amin' ny vava talohan' izany - . Ity gazetintsika ity anefa dia nampiseho ny fankasitrahany ny fahaleovantena araka ny Dinan' i San Francisco. Taorian' ny fihetseham-bahoaka tamin' ny 1947 sy ny nanapotehin' ny fitondran-janatany izany tolona izany dia nihanalefaka ny fihetseham-bahoaka ary lasa nitaky ny satan' ny fanjakana afaka ao anatin' ny Firaisana frantsay koa. Tsy miova mihitsy anefa ny teti-pitolomana nampiasainy : tsy nivatratra amin' ny zavatra takiana, tsy mahery vaika koa eo amin' ny fomba fitakiana izany. Tsy nampiasa hery na oviana na oviana, tsy mitady afa-tsy ny ara-dalàna ary tsy manohitra mivantana ny fitondrana mijoro. Izany foto-pisainana izany dia nahatonga ity gazety ity hitady ny fiarahana foana amin' i Frantsa. Manaraka izany Ny Fandrosoam-Baovao dia tsy nitsahatra ny nankahala kominista satria na ireo mpanoratra tao aminy na ireo mpamaky azy dia samy avy amin' ny sarangan' ny mpanana avokoa amin' ny ankapobeny.

Tsy nitady zavatra saro-tanterahina tamin' ny fanjakana frantsay ity gazety ity, hany ka naneho ny fankasitrahany ny Loi-Cadre sy ny fampiharana azy, nanomboka tamin' ny 1956 izy. Ny gazety nitaky fahaleovantena sy ny nirona amin' ny kominista dia nihevitra an' ity lalàna ity ho tetika nampiasain' ny fanjakana frantsay handevenana ny fitakiana ny fahaleovantena. Ho an' ny Fandrosoam-Baovao kosa anefa dia io no tena lalàna mankamin' izany sata irin' ny Malagasy mafy izany. Nanomboka teo, dia nandany ny heriny rehetra izy niaro ny sampam-pitondrana vao mitsangana, ary dia nisaraka tanteraka tamin' ireo namana niara-nitolona tamin'ny hatramin' izay. Naneho ny fankasitrahany ny fitsanganan' ny governemanta malagasy voalohany izy ary nandà ny fanasana azy ho any amin' ny Kongresin' i Toamasina. Tamin' ny fitsapan-kevi-bahoaka tamin' ny septambra 1958 koa, raha nitaona ny Malagasy handatsa-buto ho an' ny «tsia» ny gazety tia tanindrazana, Ny Fandrosoam-Baovao kosa dia nampielavy hevitra ho an' ny «eny».



SUMMARY

The *Fandrosoam-Baovao* reached the peak of its popularity between the end of the second world war and the «Loi-Cadre» (1945-1956) for its struggle for the independence of Madagascar. But like its means of existence it was quite different from most of the nationalist newspapers of that time.

If from 1945 to 1947, most of them (pro M.D.R.M) were fighting for the status of a free state within the French Union, after having asked for a total and immediate independence, this newspaper spoke in favour of the independence according to the San Francisco Chart. After the Insurrection and the repression that followed, it became more moderate and like the others, fought the status of free state within the French Union. The principle which directed its strategy was moderation of the claims and moderation of the means used. Never use force to claim anything, always use the weapons of legality, never openly oppose the establishment. This led the *Fandrosoam-baovao* to stay within the French orbit, where as the class position of its journalists and readers led him to an anti-communism which could no be denied in the future.

Since it was moderate in its claims, the *Fandrosoam-baovao* greeted with enthusiasm the Loi-Cadre and its applications from 1956. When the Nationalist and the socializing press saw in this law a stratagem used by the french government in order to bury Independence claims, this newspaper, on the contrary, thinks that it's the safest way to the status of free state. Since then the *Fandrosoam-baovao* fought to defend the new institutions and therefore parted for ever from its struggling companions, It greeted with warmth the formation of the first malagasy government, declined the invitation to the Tamatave Congress and campaigned for «Yes» during the Referendum of September 1958. Its owner Gabriel Razafintsalama represented the type of part of the Merina bourgeoisie which rallied with the P.S.D.